

ALGÉRIE-QATAR
**Le Président
Tebboune poursuit
sa visite d'Etat
au Qatar**

P. 24

FORUM DIPLOMATIQUE DE
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE
SAHRAOUI

**Le MAE se félicite
de l'initiative**

P. 24

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ
**Début des travaux à Doha
de la réunion ministérielle
extraordinaire avec la
participation de M. Arkab**

P. 24

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 280.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée



Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre plus de 280.000 nouvelles places pédagogiques, dans les différents modes de formation, au titre de la prochaine rentrée professionnelle prévue le 27 février, a-t-on appris de la tutelle.

P. 4

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, M. CHORFA

«L'allocation chômage versée à compter du 28 mars prochain»

P. 3

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Concrétisation du programme à moyen terme

P. 4

MÉDICAMENTS

Le MIPH a reçu 50 requêtes dénonçant des pratiques illicites des distributeurs

P. 6

SANTÉ

BRÛLURES
Que faire ? comment évaluer la gravité ?

Pp 12-13

F   T B A L L

CHAN-2023

Le président de la FAF installe le Comité d'organisation

P. 21



CASBAH D'ALGER

Les principales recommandations de la rencontre de l'Unesco de 2018

P. 16

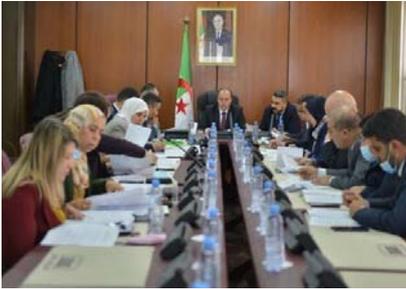
MÉTÉO - BMS

Des vents forts sur plusieurs wilayas de l'Est du pays

P. 3

APN

Examen de 19 amendements proposés au projet de loi sur l'AAST



La Commission de l'Education, de l'enseignement supérieur et des affaires religieuses à l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu une réunion consacrée à l'examen de 19 amendements proposés au projet de loi définissant l'organisation, la composante, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des Sciences et technologies (AAST), a indiqué dimanche un communiqué de l'APN.

Sous la présidence de Ayed Abdelkrim, la Commission a consacré sa réunion à l'examen de «19 amendements proposés au projet de loi qui fixe l'organisation de l'AAST», a indiqué le communiqué.

La Commission a également examiné «les trois amendements proposés sur le projet de loi qui fixe les missions du conseil national de la recherche scientifique et des technologies, sa composition et son organisation».

Il importe d'indiquer que le bureau de l'APN avait soumis ces amendements à la Commission dans sa réunion tenue jeudi passé, car remplissant les conditions légales.

PROJET DE LOI RELATIF AU CSM

La commission spécialisée de l'APN reçoit le président et le vice-président du SNM



La commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a reçu, lundi, le président et le vice-président du Syndicat national des magistrats (SNM), respectivement MM. Isaad Mabrouk et Aidach Laidi, a indiqué un communiqué de la chambre basse du parlement.

Présidée par M. Aziz Mohamed, président de la commission, la réunion a été consacrée à l'écoute des propositions et des observations des experts dans le cadre de l'enrichissement et la révision du projet de loi relatif aux modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), a précisé le communiqué.

Dans l'après-midi, la commission a tenu une seconde réunion consacrée à l'examen des dispositions de ce texte, a ajouté le document.

RELIZANE Perturbation de l'alimentation en eau potable dans onze communes



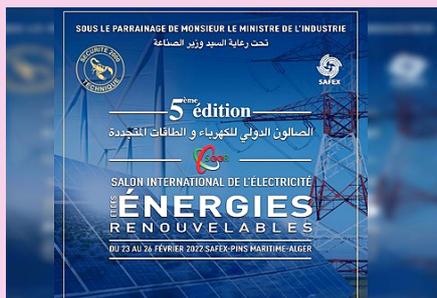
Onze (11) communes de la wilaya de Relizane enregistrent, lundi, une perturbation de l'alimentation en eau potable, en raison des travaux de curage et de désinfection, a-t-on appris de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE).

Le chargé de communication de cette entreprise, Brahim Osmane, a indiqué que cette perturbation est due aux travaux de curage et de désinfection des équipements des stations de pompage du barrage de Gargar alimentant la partie sud-est de la wilaya de Relizane.

Cette perturbation touche les communes d'Oued Rhiou, Ouled Yaïche, El Hassi, Zemmoura, Béni Derguen, Mendès, Oued Essalem, Dar Benabdellah, Lahlaf, Sidi Lazreg et Oued Djema.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du programme d'entretien périodique des installations hydriques élaboré par l'unité de l'ADE, précise le même responsable, ajoutant que l'alimentation en eau potable des zones concernées reprendra après l'achèvement de cette opération d'une durée d'un jour.

ENERGIE Tenue du Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables du 23 au 26 février



La 5ème édition du Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables (SEER) se tiendra du 23 au 26 février au Palais des expositions d'Alger, sous le thème «Ensemble pour réussir la transition énergétique de l'Algérie», ont indiqué lundi les organisateurs de cette manifestation.

Sous le haut parrainage du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, le SEER sera axé autour de thématiques et de problématiques liées à l'industrie de l'électricité, de la transition énergétique et des énergies renouvelables.

Selon les organisateurs de l'événement, «une large gamme de produits et solutions sera exposée».

De plus, le salon rassemblera différents opérateurs du secteur : fabricants d'équipements, distributeurs, bureaux d'études, fournisseurs d'électricité et installateurs, dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables.

«L'événement, étant orienté sur l'électricité en général, donne aussi une importance capitale aux énergies renouvelables qui sont d'actualité et occupent l'attention ces dernières années, vue les enjeux importants pour la protection de l'environnement et la préservation de la planète», souligne le SEER sur son site officiel.

La 4ème édition du salon a vu la participation de plus de 60 exposants et 5.000 visiteurs (80% professionnel et 15% étudiant), selon les organisateurs.

DIPLOMATIE

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie auprès du Kazakhstan



Le Gouvernement kazakh a donné son agrément à la nomination de M. Kamel Feniche, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Kazakhstan, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

MÉTÉO - PRÉVISIONS Des vents forts sur plusieurs wilayas de l'Est du pays

Des vents forts parfois en rafales pouvant atteindre ou dépasser 90 Km/h, souffleront mardi, sur plusieurs wilayas de l'Est du pays, alerte un bulletin météo spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie.

Ainsi, des vents de Nord à Nord-Ouest, d'un niveau de vigilance orange, souffleront sur les wilayas de Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Khenchela et Tébessa, avec une vitesse de 60 à 70 km/h atteignant ou dépassant parfois 90 Km/h en rafales durant la validité du BMS, qui s'étend de 06h00 le mardi 22 février jusqu'à 23h00.

Des soulèvements de sable seront observés sur le Sud de Tébessa, le Sud de Khenchela et Biskra, réduisant fortement la visibilité, ajoute la même source.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Le procès de Tayeb Louh et Tarek Kouninef reporté au 28 février



Le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté lundi, au 28 février 2022, le procès de l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh et de l'homme d'affaire, Tarek-Noah Kouninef.

Le procès a été reporté en raison de l'absence du collectif de défense de Tayeb Louh pour des raisons de santé (contamination au Covid-19).

L'ancien ministre de la Justice est poursuivi, dans cette affaire, pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment abus de fonction, trafic d'influence et entrave au bon fonctionnement de la Justice.

MÉDIAS

La série subversive "Alger, confidentiel" obéit à des schémas de déstabilisation d'une Algérie puissante qui dérange

La diffusion de la série subversive "Alger, confidentiel" par la chaîne TV franco-allemande ARTE intervient dans un contexte de guerre de 4ème génération et obéit à des schémas de déstabilisation d'une Algérie qui dérange de par son statut de "puissance régionale multidimensionnelle", son indépendance décisionnelle et son refus à toute immixtion dans ses affaires internes, ont relevé des experts.

Le contexte choisi pour la diffusion de cette mini-série, truffée de scénarios et de fictions sans aucune relation avec la réalité algérienne, n'est pas fortuit car il intervient à la veille de la Journée du Chahid, célébrée le 18 février de chaque année et à quelques jours du 3ème anniversaire du Hiraq authentique et béni (22 février), ont relevé l'universitaire et politologue Mohamed Berkouk et l'expert en questions sécuritaires, Mokhtar Mediouni, lors d'une émission spéciale diffusée sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio nationale.

Il s'agit d'une "stratégie qui vise à semer le doute autour d'un certain nombre de valeurs et repères en tentant de lancer de nouveaux faux-débats autour de questions définitivement classées par la loi, l'Histoire et tout un peuple", à savoir la thèse du "Qui tue qui", a commenté M. Berkouk, rappelant que "les Algériens, avec les institutions du pays, ont pu vaincre un terrorisme jamais connu dans le monde du fait qu'il agissait avec une complicité affirmée de l'Occident où étaient opérés les terroristes et où se développait la matrice idéologique, se finançaient et

s'équipaient les groupes terroristes". Pour ce politologue, "l'Algérie nouvelle, de par sa stabilité systémique, l'union sacrée entre le peuple et son armée et sa volonté de créer un modèle de développement, de gouvernance et de sécurité nationale, basé sur les référents historiques, dérange".

Il a ajouté que la mini-série "Alger, confidentiel" n'a pas livré de confidences, mais de fausses informations à travers lesquelles il y a une tentative de s'attaquer à trois aspects", précisant que "le premier est en relation avec l'Armée nationale populaire et les services de sécurité, ce qui n'est pas nouveau d'où le retour à la notion du "Qui tue qui".

Le 2e aspect concerne "cette notion de corruption et d'absence de moralité qu'un certain nombre de lobbies anti-algériens essayent encore de provoquer", alors que le 3e aspect consiste en "le choix du domaine de la fiction, à savoir l'armement et l'Allemagne qui est un partenaire de l'Algérie".

Soulignant que "des parties sont dérangées par l'industrie militaire algérienne", il a ajouté que "l'Algérie dérange, aussi,

de par la fidélité à ses principes, à savoir la liberté, l'émancipation et le soutien aux causes justes", estimant que "l'Algérie dérange en raison de sa position de puissance régionale multidimensionnelle et sa puissance militaire composée d'éléments comparatifs avec la rive Nord de la Méditerranée".

Argumentant davantage son analyse, M. Berkouk a indiqué que "des chaînes TV françaises continuent de verser dans la même logique paternaliste dans l'objectif d'imposer des choix contraires à la logique de l'Histoire", relevant que "la fin du colonialisme français avait commencé par la lutte armée algérienne".

"L'Algérie n'est pas le Maroc et son rôle, qui vise à créer de nouvelles réalités géopolitiques dans la région, comme le rapprochement avec la Tunisie et la Mauritanie ainsi que son approche en matière de sécurité au Sahel, sont autant d'éléments qui dérangent les schémas français", a-t-il expliqué.

Pour sa part, M. Mokhtar Mediouni a indiqué qu'il s'attendait à la diffusion de ce genre de fiction compte tenu du contexte géopolitique actuel, faisant observer que "l'Algérie n'a pas à crain-

dre ce genre de fiction car cela nous rend plus fort, d'autant plus que l'ANP est réputée dans le monde pour son expertise en matière de lutte antiterroriste".

A ce propos, il a relevé que "le terrorisme en Afrique est une création des Occidentaux, lesquels n'hésitent pas à payer des rançons aux groupes terroristes, alors que l'Algérie a plaidé pour l'abolition du paiement des rançons afin de tarir les sources de financement du terrorisme".

Relevant que l'Algérie fait face à une guerre de 4e génération, menée notamment à travers les réseaux sociaux où des millions de dollars sont injectés par le Maroc, pays entre les mains des sionistes, M. Mediouni a estimé que "l'Algérie dérange en raison du déploiement de sa diplomatie qui a fait barrage à l'Etat sioniste au sein de l'Union africaine".

Il a également indiqué que les dernières mesures prises par M. le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dérangeant, citant le gel de certaines taxes pour préserver le pouvoir d'achat des Algériens ainsi que l'instauration d'une allocation chômage.

MÉMOIRE

Réinhumation de restes de chouhada à travers 12 wilayas en juillet prochain

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebguia a annoncé, dimanche à Alger, le lancement, en juillet prochain, d'une vaste opération nationale visant à exhumer les restes de chouhada, jetés par le colonisateur français dans des puits à travers 12 wilayas du pays, pour les ré-inhumer.

Présentant le rapport de son secteur sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2019, devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Rebguia a précisé que «son département ministériel lancera officiellement, à l'occasion du 60e anniversaire du recouvrement de l'indépendance (5 juillet 1962-5 juillet 2022), une vaste opération nationale consistant en l'exhumation de restes de chouhada, jetés par le colonisateur français dans des puits qui ont été identifiés dans 12 wilayas jusqu'à présent».

Cette opération, ajoute-t-il, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat algérien visant à raviver la mémoire nationale et à défendre les Algériens victimes du génocide perpétré par le colonisateur français, faisant état de «la préparation d'une opération en coordination avec le ministère de la Défense nationale en vue de ré-inhumer les restes de chouhada dans des cimetières dignes de leurs sacrifices».

Le ministre a en outre indiqué que l'Algérie regorge «de symboles et de chouhada à travers le territoire national», et que le ministère possède «une liste nominative des chouhada qui se sont sacrifiés pour la libération de la patrie et se sont déplacés d'une région à une autre dans le but de recouvrer la liberté».

Par ailleurs, M. Rebguia a souligné que son secteur avait adopté une série de mesures dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques, lesquelles ont permis de «maîtriser l'exécution du budget», a-t-il dit, relevant qu'aucun dépassement n'a été enregistré en termes de montants financiers consommés, notamment en matière de pensions.

Grâce à la politique nationale de protection et de promotion sociale des moudjahidine et des ayants-droit, une grande partie des aspirations de cette catégorie a été satisfaite, notamment avec l'avancement dans l'âge de la catégorie des invalides de guerre et, partant, l'aggravation de leur cas, a expliqué le ministre.

En 2019, 60173 moudjahids ont été pris en charge au niveau des hôpitaux militaires et civils, 6173 autres au niveau du Centre national d'appareillage des invalides et victimes de la révolution de libération, outre la réception de 723 moudjahids au niveau des centres de repos des moudjahidine.

De surcroît, 23451 moudjahids et ayants-droit ont bénéficié d'avantages dans le domaine du transport aérien, 62440 dans le transport terrestre et 236 ont bénéficié d'aides financières exceptionnelles.

C'est dire que le secteur a veillé à prendre des mesures réglementaires et procédurales en vue d'une meilleure prise en charge des moudjahidine et ayants-droit, mais également des victimes civiles, des victimes des mines et de leurs ayants-droit. Le ministre a tracé un programme décentralisé pour le réaménagement de certaines tombes de martyrs, de centres de repos, de musées régionaux et de sièges de quelques directions de wilaya, a rappelé le ministre. Au volet protection du patrimoine historique, un programme spécial a été adopté pour la réalisation de documentaires historiques, la réimpression de livres d'histoire, l'organisation de concours et d'autres activités liées à la mémoire nationale.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, M. CHORFA

«L'allocation chômage versée à compter du 28 mars prochain»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa a affirmé lundi que l'allocation chômage sera versée, au niveau des bureaux de poste, le 28 de chaque mois à compter de mars prochain.

Intervenant sur les ondes de la chaîne 1 de la radio nationale, M. Chorfa a fait savoir que "l'allocation chômage sera versée, en coordination avec le ministère de la Poste et des Télécommunications, le 28 de chaque mois, à compter de mars prochain", assurant que ce présalaire "sera maintenu jusqu'à l'obtention par le bénéficiaire d'un poste d'emploi".

Les inscriptions des primo-demandeurs d'emploi en vue de bénéficier de l'allocation chômage sont effectuées sur le site électronique de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a expliqué le ministre, indiquant que l'allocation permettra au bénéficiaire d'obtenir une carte Chifa, en consécration du caractère social de l'Etat.

Le ministre avait mentionné que "les jeunes inscrits auprès de l'ANEM seront contactés à partir du 25 février en cours via une plateforme numérique qui leur permettra de constituer un dossier pour bénéficier de cette allocation".

A no ter que le décret exécutif fixant les conditions, les modalités et le montant de l'allocation chômage ainsi que les engagements du bénéficiaire, est paru dans le dernier numéro du Journal officiel.

Pour bénéficier de cette allocation dont le montant est de 13 000 Da, le chômeur primo-demandeur d'emploi doit remplir plusieurs conditions citées dans ce décret, à savoir être titulaire de la nationalité algérienne, résident en Algérie et âgé entre 19 et 40 ans.

Il est aussi exigé d'être inscrit comme chômeur primo-demandeur d'emploi auprès des services de l'ANEM depuis au moins six (6) mois, ne pas disposer d'un revenu, quelle que soit sa nature, justifier sa situation vis-à-vis du service national et ne pas être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle.

Le bénéficiaire ne doit pas avoir déjà bénéficié des dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension d'activités, d'aide à l'insertion professionnelle et d'aide sociale, alors que le conjoint ne doit disposer d'aucun revenu, quelle que soit sa nature.

Les détenus ayant purgé leur peine et ne disposant pas de revenu bénéficieront également de cette allocation. Pour ce qui est du suivi et du contrôle de ce dispositif, ils sont assurés par les services de l'ANEM en relation avec les services déconcentrés du ministère chargé de l'Emploi.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait précisé, lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, que l'allocation chômage sera versée, à partir de mars prochain, sous forme d'un présalaire de 13.000 Da.

ORAN

Coup d'envoi des journées d'information sur l'Ecole supérieure de l'administration militaire

Des journées d'information sur l'Ecole supérieure de l'administration militaire (ESAM) le défunt Moudjahid Akhamoukh Hadj Moussa ont été ouvertes lundi au Centre d'information territorial Chahid Boubarnas Mohamed d'Oran relevant de la 2e Région militaire.

Le commandant de l'Ecole, le général Gharbi Ahmed, a donné le coup d'envoi de cette manifestation qui s'étale sur cinq jours, au nom du général major, chef de la deuxième Région militaire (2e RM).

Dans son allocution d'ouverture de cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre du plan de communication de l'année en cours, le général Gharbi Ahmed a souligné que cet événement "est une opportunité de faire connaître les missions et les activités de l'Ecole, d'avoir un aperçu sur les spécialités militaires et scientifiques assurées aux étudiants des différentes catégories et de constater de visu le matériel et les équipements de l'entendance, dans le cadre des missions dévolues au soutien

logistique de l'ANP". Il a en outre affirmé que "le degré de professionnalisme et d'excellence atteint par l'ANP nous oblige, en tant qu'institution de formation, à nous concentrer sur l'aspect de la communication avec les citoyens à travers les médias, conformément aux directives du Commandement de l'ANP sur la nécessité de promouvoir et de renforcer le lien Armée-Nation".

Par ailleurs, le général Gharbi Ahmed a fait savoir que son établissement oeuvre, comme toutes les structures de formation de l'ANP à suivre une approche claire basée sur les grandes caractéristiques de la formation au sein des structures de formation de l'ANP en général.

A cette occasion, une présentation a été faite sur les spécialités et formations enseignées à l'ESAM ainsi que les conditions d'accès à celles-ci, suivie d'une visite aux différents ateliers pédagogiques, où des étudiants universitaires ont été briefés sur le matériel et les moyens qui reflètent le degré de développement

et de modernisation de l'arme d'entendance. Lors d'une visite aux différents ateliers, l'accent a été mis sur le système d'enseignement Licence-Master-Doctorat (LMD) adopté dans la formation des élèves-officiers actifs.

Cette formation est appuyée par des stages bloqués ou des stages pratiques au niveau d'unités de combat terrestres, maritimes et aériennes et de soutien, selon le parcours de formation, ainsi que des visites d'études dans des institutions militaires ou a u niveau d'institutions économiques publiques. L'ESAM ouvre également ses portes aux jeunes titulaires d'un diplôme universitaire (baccalauréat, master ou ingénieur) dans certaines disciplines et selon des conditions particulières d'accès. L'Ecole supérieure de l'administration militaire a été créée en 1968 à Beni Messous (Alger) puis transférée à Oran en 1975. Elle porte depuis 2014, le nom du défunt Moudjahid Akhamoukh Hadj Moussa, rappelle-t-on.



PORTS DE PÊCHE

La gestion confiée aux directeurs de wilaya des transports et de la pêche

Les ministres des Transports, Aïssa Bekkaï, et de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, ont convenu lundi de confier la gestion des ports de pêche aux directeurs de wilaya relevant de leurs secteurs respectifs.

Une annonce faite lors d'une visite de travail conjointe dans la capitale au cours de laquelle les deux ministres ont inspecté les ports de pêche d'El-Djamila, de Raïs Hamidou et d'Alger. Dans une déclaration à la presse lors de la visite, M. Bekkaï a souligné la nécessité d'une gestion locale des ports de pêche sans avoir à attendre des décisions centrales.

A cet effet, le ministre des Transports a convenu avec son collègue de la Pêche et des productions halieutiques d'étudier une proposition pour revoir les conseils d'administration des sociétés chargées de la gestion de ces ports afin de confier les missions de gestion aux directeurs des transports et de la pêche dans les wilayas où se trouvent des ports, en mettant à contribution les professionnels et les associations.

En réponse à une question sur la ligne de commerce maritime entre l'Algérie et la Mauritanie, M. Bekkaï a fait savoir que toutes les mesures avaient été prises pour assurer la pérennité de cette ligne, qui sera exploitée à partir de jeudi prochain. Il a également indiqué que des études étaient en cours pour l'ouverture de lignes maritimes avec d'autres pays, sans donner plus de détails.

De son côté, M. Salaouatchi a indiqué que la visite sur le terrain effectuée, en compagnie du ministre de la Pêche, avait pour objectif de s'enquérir des préoccupations des professionnels qui sont "le pilier du secteur".

Afin de résoudre les problèmes soulevés dans le domaine de la pêche, il a été procédé à la révision des plans d'amarrage et à l'octroi de cases de pêcheurs aux professionnels et même aux fabricants de filets de pêche pour pouvoir travailler dans des conditions convenables.

Quant à la construction navale, le ministre a rappelé l'installation, en novembre 2021, d'une Commission interministérielle (Pêche-Intérieur-Industrie-Transports), dans le but de relancer l'industrie navale en Algérie et étudier les demandes de foncier formulées par les investisseurs.

Depuis la mise en place de ladite Commission, 15 autorisations d'investissement ont été octroyées pour les professionnels de la construction navale au niveau de 12 wilayas, en sus de la validation de 11 projets au niveau des zones d'activités et/ou industrielles.

Concernant la richesse piscicole, M. Salaouatchi a indiqué qu'elle avait augmenté en 2021 de 7% sur un glissement annuel, affirmant que le stock piscicole est resté stable (100.000 tonnes), selon la dernière étude élaborée par le Centre national de la recherche et du développement de la pêche et de l'aquaculture.

TAMANRASSET

Nécessité de faire un diagnostic concernant la distribution de l'eau

Le ministre des Ressources en eau et de la sécurité hydrique, Karim Hasni, a mis l'accent, dimanche soir à Tamanrasset, sur l'impératif d'un diagnostic «profond» de la distribution de l'eau dans cette ville qui connaît des perturbations en la matière.

Le ministre a fait état de la nécessité de dépêcher une équipe technique pour établir un diagnostic «profond» de la distribution de l'eau dans cette ville qui connaît des perturbations en la matière, en dépit de la disponibilité de cette ressource vitale en «quantités suffisantes».

S'exprimant lors de la présentation, au niveau du réservoir terminal de Tamanrasset, de la situation de l'approvisionnement de l'eau potable à travers le mégaprojet de transfert des eaux d'In-Salah, M. Hasni a précisé que l'équipe technique aura pour charge d'étudier de près les raisons techniques entravant l'approvisionnement régulier des habitants de la ville dont les besoins sont de 16.000 m³/jour, alors que la disponibilité de l'eau dans les réservoirs de la ville est de 30.000 m³/jour.

Le réseau d'eau potable de la ville est de 1.798 km linéaire s, dont 1.270 km de réseau d'adduction et 528 km de réseaux de distribution, avec un taux de raccordement de 98% et un approvisionnement des habitants de la ville à partir de huit (8) châteaux d'eau, selon les explications fournies. Apparaissant le ministre a inspecté le projet de réhabilitation du réseau d'assainissement du quartier Imechouène, dans le cadre d'un programme de réhabilitation touchant actuellement plusieurs quartiers de la ville ou sont relevés des «points noirs».

Le programme, d'un coût de 200 millions DA, est scindé en trois lots et concerne plusieurs quartiers, dont ceux aussi de Taberkat, Sorro, Gatâa El-Oued et Tihagouine.

La ville de Tamanrasset dispose d'un réseau d'assainissement de 522 km linéaires, avec un taux de couverture de 95%, a-t-on fait savoir.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 280.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre plus de 280.000 nouvelles places pédagogiques, dans les différents modes de formation, au titre de la prochaine rentrée professionnelle prévue le 27 février, a-t-on appris de la tutelle.

Le département de la Formation et de l'Enseignement professionnels offre au titre de la prochaine rentrée professionnelle 2021/2022 prévue le 27 février au niveau national, 283.991 nouvelles places pédagogiques, dans les différents modes de formation, dont 398 places dédiées aux handicapés moteurs réparées selon les modes et dispositifs de formation et les niveaux de qualification.

Sur l'ensemble de ces places, le secteur assure 11.060 nouvelles places dans la formation en présentiel, 97.013 autres dans la formation par apprentissage et 29.699 places à distance.

Le secteur a également prévu 16.725 nouvelles places pour la formation en cours du soir, 5.403 places au profit des populations en milieu rural, 21.442 places pour la formation des femmes au foyer, 8.046 places pédagogiques dans les établissements privés agréés ainsi que 9.285 places pour la formation en mode passerelle et 330 autres dans le cadre du dispositif d'alphabetisation.

En prévision de cette rentrée, les spécialités du secteur couvrent 23 branches professionnelles figurant



la nomenclature des branches professionnelles et des spécialités de formation professionnelle où des spécialités sont proposées pour la première fois dans plusieurs wilayas.

Il s'agit des spécialités de «maintenance des systèmes d'énergie et des liquides, l'industrie pétrolière et la numérisation dans les domaines d'exploitation des stations d'assainissement des eaux et recyclage des déchets, extraction des huiles médicinales et les herbes aromatiques».

Le secteur met l'accent sur l'orientation des spécialités et offres de formation ouvertes vers les secteurs prioritaires pour la relance

de l'économie nationale en vue de faciliter l'insertion professionnelle des diplômés du secteur en fonction des besoins des entreprises en main d'œuvre qualifiée, des spécificités de chaque région et des développements technologiques modernes.

Dans cette optique, le secteur a axé les offres de formation sur des filières liées essentiellement, à l'hôtellerie, à la restauration, au tourisme et à l'artisanat, à l'environnement, à la numérisation et aux énergies renouvelables, ainsi qu'aux spécialités relevant de l'industrie agroalimentaire, de l'agriculture et des travaux publics. Une instruction ministérielle

a été adressée aux directions de wilaya de la formation professionnelle portant une série d'orientations à suivre en vue de préparer les offres de formation pour cette session, telles que l'adaptation des offres de formation aux besoins du marché du travail et le développement des schémas et dispositifs de formation ainsi que la prise en charge de toutes les franges sociales, tout en respectant le protocole sanitaire.

Dans le cadre de la prévention de la pandémie et pour préserver la santé des stagiaires et du personnel de la formation professionnelle, le ministère a pris un certain nombre de mesures préventives en assurant la disponibilité de tous les moyens nécessaires pour cette démarche.

Pour rappel, il a été décidé de prolonger la période d'inscription jusqu'au jeudi prochain pour les modes de formation par apprentissage et à distance, et pour d'autres dispositifs de formation, notamment la formation passerelle, les cours du soir, les établissements privés et la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, à l'exception de la formation en présentiel.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Concrétisation du programme à moyen terme

Le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Benatou Ziane a affirmé que le programme mis en place à moyen terme en matière de transition énergétique et de réduction de la consommation de l'énergie fossile avait été concrétisé par la réalisation de plusieurs projets au niveau national et la signature de conventions intersectorielles pour élargir l'utilisation des énergies renouvelables.

Le programme ministériel tracé, à moyen terme, en matière de transition énergétique a été concrétisé par l'entrée en service de nombreux projets d'énergie renouvelables tels que l'encouragement des auto-producteurs de l'énergie renouvelables, l'élargissement de l'utilisation de l'éclairage public intelligent, la reconversion de près de 200.000 véhicules vers la consommation GPL et l'élaboration du cahier de charge pour la réalisation de stations photovoltaïques d'une capacité de 1000 mégawatt, a précisé M. Benatou lors d'une interview avec l'APS.

Dans ce contexte, le ministre a rappelé la réalisation d'un projet d'urgence concernant "le changement de mode d'éclairage" vers un mode plus efficace dans les régions les plus reculées des hauts plateaux, notamment les Aurès, Djurdjura et Ouncheriss.

Le ministre a fait état de 200.000 véhicules équipés en kit GPL dont 50.000 taxis grâce à la mobilisation de plus de 550 ateliers au niveau national, soulignant que le programme subventionnant cette opération avec une réduction de 50%.

Cette opération se poursuivra dans le cadre de la préservation de l'environnement et la protection de la santé, outre la réduction de la consommation des carburants conventionnels.

Dans le cadre des conventions sectorielles, le ministère de la Transition énergétique et le ministère de l'Habitat oeuvrent à concrétiser le projet d'isola-

tion thermique des logements sociaux par l'utilisation des isolants visant à créer une couche isolée autour des constructions et assurer une température apaisée et partant, éviter la surconsommation de l'énergie, a fait savoir le ministre.

Le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables a entrepris la mise en oeuvre de projets avec le ministère de la Santé pour la réalisation d'un système d'éclairage intelligent de consommation d'énergie électrique moindre allant jusqu'à 80 % au niveau des hôpitaux et des centres publics de santé, a-t-il dit, ajoutant que ce programme sera élargi au niveau de plusieurs secteurs tels que l'éducation nationale, les affaires religieuses et la culture. Selon le ministre, 30 communes de la wilaya d'Alger ont bénéficié du projet d'éclairage public intelligent dans le cadre du programme d'efficacité énergétique du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Un autre projet similaire sera lancé prochainement dans trois autres wilayas à savoir Bouira, Batna et Tissemsilt, tandis que la wilaya d'Illizi bénéficiera d'un projet d'éclairage public avec l'énergie solaire.

Ces projets, déjà entrés en service et qui seront réceptionnés dans les prochains jours, permettront de rationaliser la consommation d'énergie, réduire le gaspillage et augmenter le volume des exportations du gaz et du pétrole, a indiqué M. Benatou.

Concernant le projet de réalisation de stations d'énergie solaire d'une capacité de 1000 mégawatts, le ministre a affirmé que le cahier des charges relatif à l'appel d'offres lancé fin décembre 2021 pour la réalisation de ces stations a été finalisé et dont le retrait a été entamé jeudi dernier par plus de 80 opérateurs industriels nationaux et étrangers désirant investir dans ce secteur. L'élaboration du cahier des charges constitue une étape "import-

ante" dans la réalisation de ce projet national des énergies renouvelables visant dans l'objectif de produire 15.000 mégawatts d'ici à 2035.

L'hydrogène et l'appui des investissements agricoles, priorités du programme à long terme

A long terme, le ministère de la Transition énergétique aspire à contribuer à la réalisation de plusieurs investissements importants, à l'intégration des précédentes réalisations et au lancement du projet de production de l'hydrogène vert.

Le ministère aspire également à lancer le projet de piles à combustible utilisées dans les véhicules et les camions électriques à hydrogène.

Entre autres projets que prévoit le programme à long terme, M. Benatou a cité les bornes de recharge des véhicules électriques, la production des générateurs éoliens, les conducteurs électriques et l'augmentation du taux d'intégration des panneaux solaires locaux. Concernant l'hydrogène, le ministre a rappelé la création d'une commission nationale composée de cadres des ministères de l'Énergie et des Mines et de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables sous la supervision du Premier ministre, précisant que celle-ci œuvre actuellement à faire aboutir ce projet "pour que l'hydrogène soit le carburant du futur d'ici 2035-2040". Le ministère aspire aussi à contribuer à l'augmentation du rendement agricole et de la sécurité alimentaire, notamment en matière d'appui des investissements dans le sud, à travers un accord avec le ministère de l'Agriculture et du développement rural, a-t-il précisé, soulignant que le ministère travaille avec tous les secteurs pour développer l'utilisation des énergies renouvelables et rationaliser la consommation de l'énergie fossile.

ALGÉRIE - QATAR

Le Président Tebboune reçoit à Doha le président du Conseil d'administration de la Ligue des hommes d'affaires qataris

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi à Doha (Qatar), le président du Conseil d'administration de la Ligue des hommes d'affaires qataris, Cheikh Fayçal Ben Kacem Al Thani.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite d'Etat qu'effectue le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune depuis samedi au Qatar, à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani.

Au terme de cette rencontre qui s'est déroulée à la résidence du Président Tebboune à Doha, Cheikh Fayçal Ben Kacem Al Thani a remercié le président de la République pour l'accueil qui lui a été réservé.

La réunion a porté sur l'organisation d'une visite de travail d'hommes d'affaires qataris en Algérie, dans le cadre du conseil d'affaires algéro-qatari, a déclaré à la presse Cheikh Fayçal Ben Kacem Al Thani.

Nous avons également abordé la possibilité de création d'une société algéro-qatarie pour l'ex-



ploitation des opportunités de partenariat et la création de plusieurs entreprises algéro-qataris dans divers domaines d'investissement", a-t-il ajouté. "L'Algérie est un pays qui recèle de nom-

breuses opportunités d'investissement", a-t-il souligné, rappelant son amitié avec plusieurs hommes d'affaires algériens "avec lesquels nous souhaitons travailler au mieux des intérêts des deux pays".

"Les investissements entre les sociétés algériennes et qataris visent à subvenir aux besoins des deux pays et à s'orienter vers l'exportation", a ajouté Cheikh Fayçal Ben Kacem Al Thani.

LIGNE MARITIME ALGER-NOUAKCHOTT IMC exporte une cargaison de consommables médicaux vers la Mauritanie

L'établissement pharmaceutique de production "Industries Médico-Chirurgicales" (IMC) envisage d'exporter une cargaison de consommables médicaux vers la Mauritanie, à la faveur de la première desserte prévue via la ligne maritime commerciale directe Alger-Nouakchott, a indiqué le directeur export d'IMC, Salim Grine.

L'opération concerne l'exportation d'une cargaison de 5 conteneurs (40 pieds) chargés de sérums médicaux (sérum salé et sucré 500 ml) d'une valeur de 101.724 euros, a affirmé M. Grine à l'APS.

Il s'agit d'une opération qui s'inscrit dans le cadre de l'application d'un contrat annuel entre "IMC" et la centrale d'achat des médicaments, équipements et consommables médicaux (CAMEC) relevant du ministère mauritanien de la Santé pour une valeur globale de 1 million d'euros, selon le même responsable.

M. Grine a salué le lancement de la ligne maritime commerciale directe entre l'Algérie et la Mauritanie, dont le lancement est prévu jeudi prochain à raison d'une desserte tous les 20 jours, précisant que cette ligne créée sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune "constitue une occasion pour IMC d'exporter ses produits vers la Mauritanie dans un délai maximum de six jours et à moindre frais".

Il a proposé, en outre, l'extension de cette ligne pour englober d'autres ports en Afrique de l'Ouest comme Dakar et Abidjan, ce qui facilitera l'intégration de marchés plus importants, vu que ces ports constituent un passage pour les pays enclavés comme le Mali et le Burkina Faso.

L'extension de cette ligne commerciale à des ports plus importants se veut une occasion pour augmenter les gains des ferries qui reviennent chargés de produits d'Afrique de l'Ouest, actuellement importés d'Europe et d'Amérique Latine au prix double (banane et Ananas).

A ce propos, M. Grine a appelé à la création en Afrique de filiales relevant des banques algériennes tout en élargissant, le réseau des lignes aériennes dans les pays du continent en vue d'un meilleur accompagnement des exportateurs algériens.

A ce propos, il a indiqué que sa société spécialisée dans la fabrication des produits pharmaceutiques comme les seringues, les appareils de perfusion, les sérums et consommables de dialyse, tendait, si les conditions le permettent, à atteindre un chiffre d'exportations de 10 millions d'euros durant les cinq prochaines années, rappelant le marché remporté dernièrement par IMC d'une valeur de 800.000 euros avec le ministère sénégalais de la santé.

La première cargaison dans le cadre de ce contrat est prévue pour la mi mars prochain.

Les pays d'Afrique de l'Ouest et de la zone arabe représentent la destination principale de IMC en 2021 et 2022 (Mauritanie, Mali, Sénégal, Libye et Djibouti).

De son côté, le directeur adjoint du développement des exportations au ministère de l'Industrie pharmaceutique, Mohamed Amine Touati, a salué le lancement de la desserte maritime commerciale Alger-Nouakchott qui contribuera à la réalisation des objectifs du ministère à savoir, accéder au marché africain".

Il a souligné, dans ce sens, que le ministère de l'Industrie pharmaceutique avait tracé une stratégie pour la promotion des exportations de médicaments et de fournitures médicales nationales, basée sur la promotion de ces produits et la facilitation de leur accès aux marchés extérieurs via la coopération avec les ministères des Affaires étrangères et du Commerce.

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère de l'Industrie pharmaceutique, poursuit-il, appelle toutes les entreprises pharmaceutiques à participer à la 1ère édition du Salon algérien de la prise en charge sanitaire "Health Care" prévu du 17 au 19 mai prochain à King Fahd Palace (hôtel) à Dakar (Sénégal).

ALGÉRIE - EMIRATS ARABES UNIS

APN: installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Emirats arabes unis"

Le groupe parlementaire de fraternité et d'amitié "Algérie-Emirats arabes unis" a été installé, lundi, au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN).

La cérémonie d'installation a été supervisée par le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté de l'APN, Mohamed Hani et l'ambassadeur des Emirats arabes unis en Algérie, Youcef Saïf Khamis Subaa Al-Ali ainsi que le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Fouad Belkhir.

M. Hani a déclaré à cette occasion que l'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Emirats arabes unis, "constituera un acquis qui s'ajoute au profit des relations bilatérales privilégiées et enracinées historiquement, tel un évènement important dans le processus de la consolidation des relations au niveau parlementaire".

Ce groupe parlementaire va rapprocher les vues entre les deux instances législatives et coordonner les positions au double plan régional et

international, conformément à l'accord de coopération signé le 14 octobre 2010 entre l'APN et le Conseil national fédéral émirati, a-t-il ajouté.

Il a indiqué que l'Algérie, après avoir parachevé l'édification constitutionnelle et institutionnelle, "reste toujours déterminée à augmenter la cadence de la réalisation des grands projets pour que l'année 2022 soit celle de la relance économique en s'appuyant sur les capacités endogènes et en s'ouvrant à la coopération avec tous les partenaires.

Pour ce faire, l'Algérie a procédé à la mise à jour des lois importantes, à l'instar de la loi sur l'investissement, à l'effet d'améliorer le climat d'affaires et de l'investissement, a-t-il ajouté.

A ce titre, l'Algérie s'emploie pour promouvoir la coopération bilatérale avec les EAU, au vu des perspectives prometteuses qu'offre ce pays en matière de développement de la coopération économique. De son côté, l'ambassadeur émirati a salué les relations privilégiées unissant les EAU et l'Algérie,

estimant que l'installation de ce groupe parlementaire s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale.

Il a en outre souligné la nécessité de promouvoir la coopération parlementaire à travers l'échange de visites qui sont à même de permettre d'échanger des expériences, se félicitant à ce propos des potentialités de l'Algérie dont peuvent bénéficier les Emirats arabes unis et d'au tres pays.

Pour sa part, le président du Groupe parlementaire algéro-émirati, Harizi El Sassi a estimé que ce mécanisme était susceptible de rapprocher les vues dans un cadre qui permet une coordination et un approfondissement de l'action commune et de la concertation sur plusieurs questions liées à la sécurité et la stabilité, et ce au regard des défis graves auxquels font face les deux régions.

Il a en outre souligné le souci du président de l'APN à poursuivre, à travers la tribune de l'APN, la coordination et la concertation avec les pays frères sur les principales questions d'intérêt commun.

ALGÉRIE - ALLEMAGNE

Blida: 200 travailleurs de l'EPIC "Mitidja Nadhafa" en formation

Des sessions de formation ont été lancées par l'Établissement "Mitidja Nadhafa" de Blida, au profit d'environ 200 travailleurs, dans l'objectif d'amélioration et de développement du service public en matière de gestion des déchets, dont l'impact est certain sur le paysage urbain et la santé publique, a-t-on appris lundi auprès de cet EPIC.

Le directeur de Mitidja Nadhafa, Sofiane Achour a indiqué, à l'APS, que "Blida a été sélectionnée en tant que wilaya pilote, avec six autres wilayas du pays, pour la concrétisation du projet d'amélioration et de développement du service

public en matière de gestion des déchets, lancé dans le cadre du programme de coopération algéro-allemande avec l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ)".

Des sessions de formation ont été lancées, à ce titre, par cette EPIC au profit de ses travailleurs, entre agents d'hygiène, chauffeurs et chefs de brigades et de zones relevant de la division de la commune de Blida (au nombre de 200).

Ils ont été répartis en groupes d'une quarantaine d'éléments chacun, devant bénéficier de stages de formation d'une durée de cinq jours par groupe, a expli-

qué le même responsable. Durant ces sessions, dont l'encadrement est assuré par des cadres algériens, plusieurs axes liés à la collecte et à la gestion des déchets seront abordés. Il s'agit principalement des méthodes d'enlèvement des déchets dangereux tel que les produits chimiques et les moyens et méthodes permettant aux agents d'hygiène d'éviter d'éventuels accidents lors de l'enlèvement des ordures, en leur inculquant les bons gestes à adopter en la matière selon l'expérience allemande, a souligné M. Sofiane Achour. Selon le responsable, la commune de Blida a bénéficié de près de 2000 bacs à

ordures, dont 1.500 bacs de petite dimension et dont un quota sera destiné, dans une première expérience du genre, aux cités Djilali Bouaama et El Mouz, composées d'immeubles, en plus de 466 bacs plus grands, dont certains seront installés au niveau des cités "Takhiti" et "Naimi", comptant des résidences individuelles.

Ces bacs à ordures seront installés au niveau de points de collecte de déchets, aménagés à cet effet, afin de préserver le paysage urbain, dans le cadre des efforts d'éradication des points noirs, a fait savoir M. Achour.

ALGÉRIE TÉLÉCOM À RELIZANE Des pertes de plus de 14 millions DA suite aux vols de câbles

Algérie Télécom a enregistré des pertes de plus de 14 millions DA suite aux vols des câbles qui ont affecté les réseaux de téléphone et de l'internet à Relizane, a-t-on appris dimanche du directeur opérationnel de wilaya de l'entreprise, Mohamed Boufedji.

Dans une déclaration à l'APS, M. Boufedji a indiqué que Algérie Télécom a enregistré, depuis le début de l'année dernière et jusqu'à ce jour, 58 opérations de vol et de sabotage de câbles dans plusieurs quartiers de la ville de Relizane dont le pôle urbain de la commune de Bendaoud. Ces vols ont touché 1.776 mètres de câbles en cuivre et privé ainsi plus de 1.800 abonnés du téléphone et de l'internet, outre des perturbations répétées du réseau internet dans certaines cités des communes de Relizane et de Bendaoud, a-t-on fait savoir.

L'entreprise a déposé plusieurs plaintes auprès des services de la sûreté de wilaya de Relizane et les investigations ont permis l'arrestation de plusieurs personnes impliquées dans le sabotage et vol de câbles. Pour leur part, les services de la sûreté de wilaya ont signalé que la police a démantelé en janvier dernier une bande criminelle spécialisée en vol de câbles composée de sept membres, tout en récupérant plus de 35 quintaux de cuivre et du matériel utilisé dans le vol.

Les services de la sûreté urbaine externe de Bendaoud ont appréhendé, au cours de la semaine écoulée, une bande criminelle spécialisée dans le vol de câbles de cuivre, composée de deux individus qui ont volé des câbles du réseau Internet au pôle urbain de Bendaoud, selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les prévenus ont été présentés devant la justice pour les chefs d'inculpation de constitution d'association de malfaiteurs, de vol qualifié, de sabotage volontaire de bien d'autrui et d'atteinte matérielle grave à un établissement public à caractère commercial.

La direction opérationnelle de Algérie Télécom de la wilaya de Relizane compte 56.866 abonnés au service de téléphonie fixe et 41.964 au service Internet, auxquels s'ajoutent 29.758 abonnés via la technologie de quatrième génération (4G), selon sa chargée d'information, Amina Berrached.

CNMA

Adoption d'une approche économique pour une meilleure efficacité

Le directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabiles a jugé, lundi à Alger, nécessaire de sortir de la vision purement administrative et d'adopter une approche économique en vue d'optimiser la gestion des assurances agricoles.

Donner une grande efficacité aux services de la CNMA et prendre en charge les préoccupations du paysan et ses récoltes agricoles requièrent de sortir de la vision administrative étroite et adopter une vision économique s'appuyant en premier lieu sur la satisfaction du client, a déclaré M. Benhabiles lors d'une séance d'audition de la Commission de l'agriculture et de la pêche de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Lahcene Labid, président de la Commission. Le DG de la CNMA a insisté sur l'importance de créer une banque mutuelle destinée aux agriculteurs en vue de développer leurs activités à



travers des crédits, ainsi que le renforcement de la sécurité sociale et la révision des textes législatifs relatifs aux assurances agricoles, remontant à 1972.

Sur les perspectives

d'élargir le réseau de la CNMA, M. Benhabiles a rappelé l'existence de 68 Caisse régionale réparties sur tout le territoire national, ajoutant que d'autres seront ouvertes dans les nouvelles

wilayas et les régions du sud pour assurer une couverture globale.

Le président de la Commission de l'agriculture et de la pêche a, pour sa part, relevé le rôle majeur de la CNMA dans le soutien et l'accompagnement des agriculteurs. Les membres de la Commission ont plaidé pour la généralisation de la culture d'assurance agricole et le renforcement des mécanismes à même de mieux prendre en charge les préoccupations de l'agriculteur notamment par la facilitation des procédures administratives. Ils ont proposé l'intégration des pêcheurs dans la liste des métiers pris en charge par la CNMA.

MÉDICAMENTS

Le MIPH a reçu 50 requêtes dénonçant des pratiques illicites des distributeurs

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique (MIPH) a reçu 50 requêtes émanant des pharmaciens d'officine pour dénoncer des pratiques illicites de certains distributeurs, telles que la vente concomitante, a indiqué samedi le ministère dans un communiqué.

Ces requêtes reçues via l'email requetemedic@miph.gov.dz «sont actuellement prises en charge par l'inspection générale du ministère», note la même source. En outre, les équipes d'inspection relevant de l'inspection générale du ministère et celles relevant des brigades mixtes ministère du Commerce-MIPH, ont effectué durant la période allant du 13 au 17 février en cours, 15 visites d'établissements pharmaceutiques de distribution dans le Centre, l'Est et l'Ouest du pays, dans le cadre de la lutte contre les pratiques illégales de spéculation, de rétention ou de ventes concomitantes. Lors de ces visites d'inspection, «il a été

constaté un respect satisfaisant des dispositions de la réquisition du 18 janvier 2022», visant à garantir la disponibilité et l'approvisionnement continu des pharmacies d'officine en produits pharmaceutiques inscrits au protocole thérapeutique Covid-19, souligne le communiqué.

Les équipes d'inspection ont effectué également, durant la même période, 63 visites, dans le cadre du traitement des dossiers de demande d'agrément des différents établissements pharmaceutiques en vue de leur mise en conformité avec les dispositions du décret exécutif n 21-82 relatif aux établissements pharmaceutiques et les conditions de leurs agréments. Les équipes ont visité 44 établissements pharmaceutiques de distribution au Centre du pays, 10 à l'Est et 09 à l'Ouest.

Par ailleurs, la commission technique d'études des dossiers d'agrément, pré-

sidée par le Dr Bachir Alouach, directeur des activités pharmaceutiques et de la régulation au MIPH, a tenu le mercredi 16 février sa troisième réunion périodique. Les réunions de la commission ont permis globalement d'examiner et d'évaluer plus de 160 dossiers de demandes de mise en conformité d'agrément. A cet effet, La direction de la régulation et des activités pharmaceutiques, invite tous les établissements pharmaceutiques d'importation et de distribution en gros n'ayant toujours pas déposé leurs dossiers de mises en conformité à se rapprocher «dans les plus brefs délais» de la sous-direction des activités pharmaceutiques afin de se conformer à la nouvelle réglementation.

Le communiqué rappelle qu'au-delà de la date du 28 février 2022, «aucun agrément autre que celui délivré par les services compétent du MIPH ne sera valable».

MOSTAGANEM

68 projets d'investissement relancés

Les services de la wilaya de Mostaganem ont relancé, dernièrement, 68 projets d'investissement, dans le cadre des mesures visant à lever les obstacles sur les projets en souffrance, a-t-on appris, lundi, de la cellule de communication de cette collectivité locale. Lors de sa réunion dimanche, la commission de wilaya chargée du suivi et de la levée des obstacles sur les projets d'investissement a délivré des autorisations d'exploitation exceptionnelles au profit de 10 projets d'investissement à l'arrêt en raison d'obstacles administratifs, indique un communiqué remis à l'APS. Ces nouvelles autorisations

s'ajoutent à 58 autres délivrées au profit d'investisseurs, lors de précédentes réunions de cette commission, portant le nombre global à 68 projets. Ces projets d'investissement sont localisés dans les différentes zones d'activités industrielles, notamment Soug Ellil (commune de Sayada), Ain Tedles, Mesra, Fornaka, Sidi Ali, Hassiane et Gouara au niveau des zones d'expansion touristique les Sabelettes (commune de Mazagran), Cap Ivy (Benabdelmalek Ramdane) et dans la majorité des communes de la wilaya. En parallèle, le wali, Aïssa Boulahia, a inspecté plusieurs projets ayant entamé leurs activités

effectives, dont des unités de production de barres de fer, de briques rouges, de bitume et dérivés, d'ameublement ménager, de recyclage de papier et d'emballage de produits alimentaires au niveau de plusieurs zones industrielles, ainsi que le projet du Hammam Sidi Mekhfi à Ain Nouissy, selon la même source. Par ailleurs, dans le cadre de l'accompagnement des autorités locales, le wali a donné plusieurs instructions pour la signature de contrats avec des micro-entreprises pour fournir les matières premières ainsi qu'avec des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels

pour former une main d'œuvre qualifiée dans différents domaines, ajoute le même document. Le même responsable a tenu plusieurs réunions sur ce dossier, qui revêt pour les pouvoirs publics une importance capitale, pour améliorer le climat d'investissement et offrir toutes les facilités aux investisseurs contribuant à créer la richesse et des postes d'emploi. Le wali a également donné des instructions fermes aux directeurs exécutifs pour accélérer l'exécution de ces mesures urgentes, permettant de créer 4.000 postes d'emploi directs et permanents, indique-t-on.

BLIDA

Deux conventions de partenariat pour le stockage de la pomme de terre hors saison

Deux conventions de partenariat ont été signées entre la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Blida et des propriétaires de chambres froides pour le stockage de pomme de terre hors saison afin d'assurer la disponibilité de ce produit de large consommation, notamment durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris dimanche auprès de cette direction. La DSA a lancé une opération de «signature d'accords avec des producteurs de pommes de

terre et des propriétaires de chambres froides, pour le stockage de la pomme de terre hors saison» dans le cadre de la lutte contre la spéculation et pour éviter toute perturbation dans l'approvisionnement des marchés en pomme de terre, particulièrement durant le mois de Ramadhan prochain, a indiqué à l'APS la chargée du service Organisation de la production et de l'appui technique (OPAT). Elle a fait part, à ce titre, de la signature, à ce jour, de deux conven-

tions de partenariat avec des propriétaires de chambres froides pour le stockage de ce produit de large consommation, dans l'attente, a-t-elle dit, que d'autres opérateurs (propriétaires de chambres froides) ou producteurs manifestent leur intérêt en se rapprochant des services de la DSA, au regard des incitations financières décidées par l'Etat», a-t-on expliqué. Cette convention engage les propriétaires de chambres froides ou les producteurs à ne

pas vendre la quantité de pomme de terre stockée jusqu'à la promulgation, par le ministère de tutelle, de la décision portant déstockage de ce produit, afin de réguler le marché et d'assurer la disponibilité du produit en cas de pénurie, et ce dans un délai n'excédant pas six mois, en contrepartie d'un soutien financier, a-t-on précisé. L'opération de déstockage se fera selon un calendrier précis et avec des quantités déterminées par l'Office national interprofes-

sionnel des légumes et fruits, après accord du ministère de tutelle et en fonction de l'évolution des prix de la pomme de terre sur le marché «a-t-on ajouté. La wilaya de Blida, qui est réputée pour sa production fruitière, notamment, d'agrumes, a réalisé une production de plus de 2000 qx de pommes de terre hors saison, et 135.697 qx de pommes de terre saisonnières, avec une moyenne de rendement estimée à 337 qx/ha.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 93 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole se stabilisaient lundi, soumis à des vents contraires, entre des tensions à leur comble autour de l'Ukraine et un accord sur le dossier nucléaire iranien qui serait imminent.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril était stable vers midi à 93,54 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en avril, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, reculait de 0,28% à 89,96 dollars.

Selon les analystes, les démarches diplomatiques en cours n'ont pas permis de relâcher la pression sur le prix du pétrole, le baril de Brent remontant à 94 dollars lundi en début de séance. Le Kremlin a jugé lundi «prématuré» de parler de la tenue d'un sommet des présidents Vladimir Poutine et Joe Biden pour désamorcer la crise russo-occidentale autour de l'Ukraine. Moscou est accusée d'avoir massé environ 150.000 troupes aux frontières ukrainiennes en vue d'une invasion que les Occidentaux présentent depuis des semaines comme «imminente». La Russie est l'un des trois plus



grands producteurs de pétrole au monde, avec l'Arabie saoudite et les Etats-Unis. Les investisseurs redoutent ainsi de potentielles perturbations de l'approvisionnement en brut, dans un marché déjà tendu.

Les tensions en Ukraine devraient être un «catalyseur positif» pour les prix du pétrole, mais la hausse des prix reste freinée par les négocia-

tions autour du nucléaire iranien, expliquent des experts. Les investisseurs prennent en compte la possibilité d'un accord avec l'Iran qui déblocerait les exportations de pétrole iranien. Par conséquent, le sentiment haussier n'est plus aussi fort qu'au début de la semaine dernière, ont-ils encore noté.

La participation au marché

de l'Iran, membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, est en effet fortement limitée depuis 2018 et le rétablissement des sanctions économiques américaines par l'administration de Donald Trump. Un retour de l'Iran à pleine capacité d'exportation dans le marché pourrait renverser l'état actuel de l'offre mondiale d'or noir.

MARCHÉS

La Bourse de Tokyo débute en forte baisse

La Bourse de Tokyo a ouvert lundi en net repli, alors que les tensions autour de l'Ukraine se sont encore intensifiées ce week-end et que le suspense demeure sur l'ampleur des prochaines hausses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei cédait 1,12% à 26.819,04 points après 01H00 GMT et l'indice élargi Topix per-

dait 0,91% à 1.906,80 points. Sur le marché des changes, le yen se stabilisait face au dollar, à raison de 115,05 yens lundi vers 01H00 GMT contre 115,01 yens vendredi à 21H00 GMT.

La devise japonaise se dépréciait par rapport à l'euro, qui valait 130,39 yens contre 130,21 yens en fin de semaine dernière. L'euro remontait par rapport

au dollar, se négociant pour 1,332 dollar contre 1,322 dollar vendredi.

Le marché du pétrole restait tiré par les vives tensions russo-ukrainiennes: après 00H50 GMT le cours du baril de WTI américain gagnait 0,89% à 91,88 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,41% à 93,92 dollars.

Hong Kong et Shanghai ouvrent en repli

Les Bourses chinoises de Hong Kong et Shanghai ont ouvert lundi en baisse, lestées par les inquiétudes des investisseurs vis-à-vis de la situation en Ukraine et d'une potentielle intervention militaire russe. Dans les premiers échanges à

Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,90% à 24.109,59 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai perdait 0,07% à 3.488,41 points, tandis que la place de Shenzhen était en très légère hausse de 1,72 point à 2.313,51 points.

CÉRÉALES

Le blé en léger repli sur le marché européen

Les prix du blé connaissent un léger repli lundi à la mi-journée avec l'espoir d'un possible sommet entre Vladimir Poutine et Joe Biden sur l'Ukraine, même si Moscou a entre temps tempéré cette perspective. Sur Euronext, la tonne de blé tendre reculait d'un euro, tant sur l'échéance de mars à 270,75 euros, que sur celle de mai à 274,75 euros, pour près de 13.000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, reculait de 50 centimes sur l'échéance de mars à 253,50 euros, et de 50 centimes également sur l'échéance de juin à 255 euros, pour un peu moins de 800 lots échangés. Selon les analystes, ces déclarations apportent "un peu de calme après le coup de chaud de vendredi", alors que la semaine dernière, "les bombes à droite à gauche démentaient les déclarations de début de désescalade". Le marché européen a d'autant plus les yeux rivés sur ces questions géopolitiques que la Bourse de Chicago est fermée ce lundi, pour cause de "Président day". Les experts estiment que si une rencontre Poutine/Biden est possible, les marchés devraient rester "très nerveux", avec de plus, des marchés américains clos aujourd'hui pour la journée du président.

MONNAIES

Le dollar recule face à l'euro

Le dollar américain reculait lundi, les cambistes délaissant la valeur refuge avec la perspective d'un sommet entre les présidents américain et russe, alors que la possibilité d'un conflit profitait dernièrement au billet vert.

Le dollar reculait dans la matinée de 0,33% à 1,1360 dollar face à l'euro. A l'inverse, le rouble russe prenait 0,71% à 76,94 roubles pour un dollar. Selon des analystes, le mouvement des cours reflète un

mélange de soulagement qu'il n'y ait pas eu d'invasion de l'Ukraine durant le week-end, ce qui était une option en fin de semaine, et l'annonce d'un sommet diplomatique. L'initiative d'un sommet entre Joe Biden et Vladimir Poutine, proposé par le président français Emmanuel Macron, a été saluée par les ministres européens, préoccupés par la montée des violences et le risque d'un conflit.

Le Kremlin a cependant

jugé lundi «prématuré» de parler d'un tel sommet, se focalisant sur une rencontre des chefs des diplomates russe et américaine, Sergueï Lavrov et Antony Blinken, prévue jeudi. Par ailleurs, l'euro profitait de l'accélération de la croissance de l'activité dans le secteur privé en février en zone euro.

L'indice PMI, calculé sur la base de sondages d'entreprises, s'est établi à 55,8 points, à son plus haut niveau depuis cinq mois, après 52,3 points

en janvier, ce qui était sa plus basse performance depuis onze mois.

Les analystes estiment que cela va encourager «les faucons de la politique monétaire», comme sont surnommés les adeptes de hausse des taux directeurs pour limiter l'inflation, au risque de peser sur la croissance. Lundi, les volumes d'échanges seront limités par l'absence des investisseurs américains en raison d'un jour férié aux Etats-Unis.

MAROC

Manifestations contre la cherté de la vie

Une récente hausse des prix du carburant et des produits alimentaires de base suscite la colère au Maroc, où des manifestations ont eu lieu dimanche dans plusieurs villes du pays contre le coût de la vie et en commémoration du mouvement de contestation dit du «20 février». A Rabat, des dizaines de manifestants ont notamment dénoncé la «vie chère» ainsi que le «despotisme et la corruption», selon un correspondant de presse. Ils ont aussi appelé à la «liberté, la dignité et la justice sociale» et scandé d'autres

slogans lancés lors du «Mouvement du 20 février» 2011, qui réclamait des réformes, plus de démocratie et moins de corruption. Des dizaines de personnes ont également manifesté à Casablanca (ouest) et à Tanger (nord), selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, en réponse à l'appel du «Front social», qui regroupe des partis d'opposition de gauche.

Après le rétablissement de la croissance économique en 2021 à un taux de 6,3 %, le gouvernement d'Aziz Akhannouch, ac-

cusé d'avoir provoqué la hausse des prix des carburants, fait face à la colère de la rue en raison de la hausse des prix des carburants et des produits de consommation de base.

Les mots clés "Akhannouchdégage" et "Non aux prix élevés" ont circulé ces derniers jours en tendances sur Twitter. Des partis d'opposition et des associations de défense des consommateurs ont récemment appelé le gouvernement à prendre des mesures urgentes pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

FPEG

Un mécanisme de dialogue efficient entre producteurs et consommateurs

Le journal qatari «Al Arab» a mis en avant dimanche dans son éditorial l'importance du 6e sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), prévu mardi à Doha, pour «la mise en place d'un mécanisme de dialogue plus efficient entre producteurs et consommateurs de gaz, à même de stabiliser et de sécuriser l'offre et la demande sur les marchés mondiaux de gaz naturel». Le sommet du FPEG, auquel prendront part des chefs d'Etat des pays membres, vise à «la mise en place d'un mécanisme de dialogue plus efficient entre producteurs et consommateurs de gaz à même de stabiliser et de sécuriser l'offre et la demande sur les marchés mondiaux de gaz naturel», lit-on dans l'éditorial du journal qatari.

Le forum entend également soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et gérer de façon autonome un développement durable efficace qui tienne compte des exigences environnementales.

Le FPEG, basé à Doha, se penchera sur de nombreux dossiers importants, dont l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les chaînes d'approvisionnement, le mécanisme capable d'assurer les flux d'énergie en temps de crise et le rôle essentiel du gaz naturel dans la réalisation du développement durable.

A cette occasion, les pays participants présenteront leur vision de l'avenir du gaz naturel en tant qu'énergie propre et de la coopération dans les domaines de la recherche, de l'exploration et de la prospection. Le sommet «se tient à une période très sensible, où l'inquiétude européenne monte concernant les approvisionnements en gaz russe en raison de la crise ukrainienne», a écrit le journal. «Beaucoup d'espoirs sont fondés sur ce sommet dont les résultats pourraient prévenir une crise d'approvisionnement en énergie», sachant que les pays du forum réunis représentent 70% des réserves de gaz dans le monde, 51% des exportations mondiales en GNL, 44% de la production commercialisée et 52% de gazoducs.

Le Qatar peut saisir ce forum pour discuter avec la Russie de la crise ukrainienne, les participants au sommet étant préoccupés par les répercussions de l'escalade de la crise sur la sécurité des approvisionnements mondiaux en gaz, a rapporté le journal citant des observateurs.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune participera au 6ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum.

TLEMCEM

13,5 kg de kif traité saisi à Béni Boussaïd

Les éléments de la sûreté de la daïra frontalière de Béni Boussaïd ont saisi une quantité de 13,5 kg de kif traité, a-t-on appris, lundi, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tlemcen.

La saisie a été opérée suite à l'exploitation d'informations faisant état de la présence d'une bande criminelle s'appropriant à introduire une importante quantité de kif traité sur le territoire national, précise la même source.

Après l'intensification des investigations, les policiers ont pu arrêter deux quadragénaires et saisir les 13,5 kilos de kif, outre un véhicule touristique et trois téléphones portables.

Après l'achèvement de toutes les procédures, les mis en cause ont été présentés devant la justice territorialement compétente, a indiqué la même source.

**ACCIDENT DE LA CIRCULATION
4 morts et 150 blessés
ces dernières 24 heures**

Quatre (4) personnes sont mortes et 150 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, trois (3) personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un appareil de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles, sise à la cité Fatma Zohra, commune de Tébessa ont été secourues, ajoute la même source.

Concernant la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les services de la Protection civile ont effectué 14 opérations de sensibilisation et 7 autres de désinfection générale à travers le territoire national, ayant touché des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, précise le même bilan.

**Sept morts et 117
blessés le weekend
dernier en zones
urbaines**

Sept personnes (7) ont trouvé la mort et 117 autres ont été blessées dans 107 accidents de la circulation enregistrés par les services de la Sûreté nationale, les 18 et 19 février, au niveau des zones urbaines, a indiqué lundi un communiqué des mêmes services.

Le facteur humain est la principale cause de ces accidents, selon la même source.

La DGSN appelle les usagers de la route au respect du code de la route, à la vigilance et à la prudence lors de la conduite rappelant que les numéros vert 15-48 et de secours (17) sont à la disposition des citoyens 24h/24, précise le communiqué.

MILA

Saisie de 800 quintaux de pommes de terre stockées destinées à la spéculation à Ouled Khlouf

Des éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale dans la commune d'Ouled Khlouf, dans la wilaya de Mila ont saisi 800 quintaux de pomme de terre, stockées à des fins de spéculation au niveau d'un entrepôt et arrêté son propriétaire, a-t-on appris, dimanche, du commandant de la brigade, l'adjudant-chef, l'lyes Mahneche.

Selon la même source, l'enquête dans cette affaire a été entamée suite à des infor-

mations parvenues aux membres de la brigade selon lesquelles des quantités importantes de pommes de terre destinées à la consommation étaient stockées au niveau d'un entrepôt dans la commune d'Ouled Khlouf.

L'enquête a été entamée en coopération entre les membres de la brigade et les agents de l'inspection territoriale du commerce de Chelghoum Laid et la subdivision des services agricoles de Tadjinnanet,

ANNABA

Accompagnement financier et technique des lauréats du concours «Green challenge»

Les cinq (5) premiers lauréats du concours national «Green Challenge» de la meilleure idée innovante liée à l'environnement, dont les résultats ont été annoncés dimanche à Annaba, «bénéficieront d'un accompagnement financier et technique pour concrétiser leurs projets», a-t-on appris au cours de la cérémonie de clôture de ce concours scientifique aux dimensions environnementales et économiques.

Cet accompagnement financier et technique aux porteurs de projets innovants sera assuré par l'Agence nationale de la valorisation des résultats de la recherche et de développement technologique (ANVREDET) et le Centre de recherche en environnement (CRE) d'Annaba, organisateurs de ce concours, en coopération avec la Direction générale de la recherche et du développement technologique (DGRSDT) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ont expliqué les organisateurs.

Les projets primés sont «Smart self cleaner» du chercheur Younes Mechaal de l'université de Mascara, arrivé en tête de la liste des lauréats du concours, suivi de «Green Carbon» du chercheur Imad Alaa d u Centre de recherche en biotechnologie (CRBT) de Constantine.

Ces deux projets s'intéressent à la lutte contre la pollution de l'air grâce à l'utilisation des technologies modernes.

Aussi, le projet innovant de valorisation des plumes de volailles et leur exploitation en pisciculture, présenté par l'étudiant Nazim Taher Mamcha de l'univer-



sité Badji Mokhtar d'Annaba a été primé.

Parmi les projets innovants lauréats figurent également celui d'une entreprise innovante pour la fabrication de cages pour lutter contre les moustiques, présenté par la chercheuse Meriem Farfar du Centre de recherche en environnement d'Annaba et un autre projet innovant dans le domaine de la santé lié à la fabrication de pansements à partir de produits naturels, du chercheur Amar Sekio du même centre.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de la cérémonie de clôture de ce concours, le président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, le profes-

seur Kamel Sanhadji a déclaré que «la recherche dans des domaines liés à l'environnement porte des dimensions stratégiques pour l'avenir des nations et des peuples», relevant que les peuples développés placent aujourd'hui les préoccupations liées à la sécurité alimentaire et à l'environnement en tête.

Il a, dans ce sens, ajouté que le développement des résultats de la recherche dans le domaine de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution et l'encouragement des jeunes des universités, des centres de recherche et des écoles supérieures qui maîtrisent les technologies modernes à les exploiter pour développer des projets

de recherche dans l'environnement fourniraient des données scientifiques qui serviraient à l'élaboration de programmes et des plans anticipatifs qui pourraient prévenir les effets des problèmes environnementaux sur la santé.

Le concours de la meilleure idée de projet innovant en environnement a vu la participation de 20 projets de jeunes, représentant des universités, des centres de recherche et des écoles supérieures de différentes régions du pays.

Ce concours a été organisé par l'Agence nationale de la valorisation des résultats de la recherche et de développement technologique (ANVREDET) et le Centre de recherche en environnement (CRE) d'Annaba, en coordination avec la Direction générale de la recherche et du développement technologique (DGRSDT) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

La cérémonie d'annonce des lauréats de ce concours de deux jours, s'est déroulée en présence du wali d'Annaba, Djamel Eddine Brimi, de responsables d'organismes scientifiques et de représentants d'opérateurs économiques de la wilaya.

TIPASA

Des marchés de vente directe producteur-consommateur durant le Ramadhan

Des marchés «Errahma» de vente directe producteur-consommateur seront ouverts au niveau des 28 communes de la wilaya de Tipasa durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris dimanche auprès de la wilaya.

La décision d'ouverture des marchés de vente directe des produits du producteur au consommateur a été prise par le wali de Tipasa lors du conseil exécutif, tenu le week-end dernier dans le cadre des préparatifs du mois de Ramadhan, en vue de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment ceux à faible revenu, a-t-on relevé.

Les directions du commerce, de l'administration locale, de l'agriculture et de la pêche, ainsi que les collectivités locales, ont été chargées de mobiliser les producteurs et à dégager des espaces pour abriter les marchés «Errahma», et de veiller à la qualité et

à la disponibilité des marchandises à des prix accessibles, notamment concernant les légumes, la viande et les produits de large consommation, a-t-on ajouté.

Le wali de Tipasa a également donné des instructions pour accorder une suite favorable à toutes les demandes d'autorisation pour l'ouverture de restaurants Errahma réunissant les conditions requises. Il a, par ailleurs, instruit les services concernés d'intensifier les opérations de contrôle des prix et de la qualité des produits, de s'assurer de la disponibilité des denrées alimentaires de large consommation et d'accélérer l'opération de préparation des listes des bénéficiaires de la prime de solidarité.

La situation des marchés de proximité inexploités (au nombre de 11 marchés), créés précédemment dans

le cadre d'un programme national pour l'éradication du commerce informel, a été également examinée lors de la réunion de l'exécutif de wilaya.

Le wali a appelé, à ce propos, les présidents des Assemblées populaires communales à accélérer les démarches de leur mise en location pour relancer la dynamique de développement local et commerciale.

A noter que la situation des projets et programmes du secteur de l'éducation nationale a été passée en revue à l'occasion de la réunion de l'exécutif.

Des instructions ont été données pour lancer, dans les meilleurs délais, les projets de réalisation de groupes scolaires inscrits, dernièrement, au profit de la wilaya, particulièrement ceux destinés aux cités «AADL», en veillant à leur réception à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire.

SRI LANKA

Fin de l'opération du renvoi de tonnes de déchets toxiques en Grande-Bretagne

Le Sri Lanka a finalisé lundi le renvoi en Grande-Bretagne de conteneurs chargés de déchets toxiques acheminés clandestinement dans le pays, selon les autorités.

Selon le chef des douanes, Vijitha Ravipriya, 45 conteneurs ont été chargés lundi sur un navire au port de Colombo constituant les dernières cargaisons des 3.000 tonnes d'ordures parvenues de Grande-Bretagne au Sri Lanka entre 2017 et 2019.

Ces cargaisons, au départ déclarées pleines de «matelas, tapis et moquettes usagés», contenaient en réalité des déchets biologiques provenant d'hôpitaux, selon les douanes qui ont enquêté sur ces expéditions.

«C'est le 10e et dernier rapatriement des 263 conteneurs introduits en tout illégalement dans le pays», a déclaré M. Ravipriya à la presse à Colombo.

«Il pourrait y avoir de nouvelles tentatives d'importation de ces cargaisons toxiques, mais nous demeurerons vigilants et veillerons à ce que cela ne se reproduise pas», a-t-il ajouté.

Quelque 21 premiers conteneurs, chargés de déchets d'origine hospitalière, dont des restes humains provenant de morgues, avaient été retournés en Grande-Bretagne en septembre 2020, selon les douanes. Une société locale avait importé les déchets de Grande-Bretagne, affirmant récupérer les ressorts de matelas usagés et la bourre de



coton afin de les recycler et les revendre à des fabricants étrangers.

Toutefois, les douanes n'ont trouvé aucune preuve crédible de ladite «récupération des ressources» à laquelle l'entreprise locale prétendait se livrer.

Une action en justice avait été déclenchée à la suite d'une requête d'une organisation locale de défense de l'environnement exigeant que les déchets soient renvoyés à l'expéditeur. Un tribunal du Sri Lanka a consenti à la requête en 2020.

Les douanes sri-lankaises ont soutenu que tous les conteneurs avaient été introduits dans le pays en violation du droit international régissant le transfert de déchets toxiques, dont les matières plastiques.

Ces dernières années, plusieurs pays asiatiques ont repoussé les déchets provenant des nations plus riches, refusant d'être leurs poubelles, et se sont mis à retourner les cargaisons d'ordures indésirables aux expéditeurs.

MADAGASCAR

Des alertes face au cyclone Emnati

Les autorités locales à Madagascar ont déclaré lundi les alertes cycloniques jaunes et vertes face à l'arrivée du cyclone tropical intense Emnati prévue mardi.

Selon le bulletin publié lundi, le cyclone est positionné à 500 km à l'Est-Nord-Est de la côte orientale du pays, avec un vent moyen de 165 km/h et des pointes d'environ 230 km/h, il se déplace vers l'ouest à une vitesse de 9

km/h. Les localités qui seront impactées directement par cyclone Emnati sont Vatomaniry et Farafangana, situées dans la partie sud-est de la grande île, précise le bulletin cyclonique.

Emnati devrait également traverser les hautes terres centrales mercredi avant de ressortir en mer dans le Canal du Mozambique par la partie sud-ouest de Madagascar.

«Emnati pourrait être légèrement

plus fort que Batsirai au moment de son impact. D'énormes dégâts généralisés sont à craindre si le niveau de préparation est faible», ont averti les autorités locales, constatant la grande vulnérabilité des régions d'entrée du cyclone.

Rappelons que la côte orientale du pays a déjà été frappée par le dévastateur cyclone tropical Batsirai début février, causant plus d'une centaine de morts et des dégâts majeurs.

GRÈCE

Un routier grec retrouvé mort à bord du ferry italien en feu

Un routier grec a été retrouvé mort dimanche après-midi dans un camion carbonisé à bord d'un ferry italien toujours en feu près de l'île grecque de Corfou, a-t-on indiqué auprès des pompiers.

Agé de 58 ans, ce routier est la première victime décédée recensée. Il faisait partie

des douze passagers, tous chauffeurs-routiers, initialement portés disparus après l'incendie, ont confirmé les garde-côtes grecs.

En début de matinée, l'un de ces douze disparus, un routier de 21 ans du Bélarus, avait été retrouvé sain et sauf à l'arrière du navire, où sa présence avait été détectée

alors que le bateau était remorqué à moins de 3 km au nord de Corfou, ont indiqué les garde-côtes grecs.

La découverte de ce passager, en vie après 50 heures dans le bateau en feu, avait suscité l'optimisme des autorités et des proches de disparus. Mais une opération lancée pour secourir quatre à

cinq autres disparus présumés en vie a abouti à la découverte du corps calciné d'un homme dans un camion garé dans les cales du ferry, selon les pompiers grecs.

Dix routiers manquent désormais encore à l'appel: sept Bulgares, deux Grecs et un Turc, selon les autorités.

Grèce : reprise des opérations de recherche à bord du ferry incendié

Les pompiers et les garde-côtes grecs ont repris lundi leurs «difficiles» opérations à la recherche d'éventuels survivants à bord du ferry italien en feu, où un routier est mort et dix passagers manquent à l'appel au large de Corfou, ont indiqué les autorités.

Une épaisse fumée noire s'échappe toujours de l'Euroferry Olympia de la compagnie italienne Grimaldi, plus de 72 heures après le début du sinistre à bord du navire d'où 281 personnes ont été secourues.

«C'est une opération très difficile» à cause des importantes fumées et de «la pression thermique considérable», a déclaré une porte-parole des pompiers.

Une quarantaine de pom-

piers participent lundi aux opérations d'extinction du feu et de recherche des disparus à quelque 3 km de l'île de Corfou, aidés de remorqueurs et de bateaux des garde-côtes, a-t-elle précisé. La plupart des passagers avaient été immédiatement secourus vendredi, l'un d'entre eux, un routier bélarusse de 21 ans, l'ayant été dimanche après une cinquantaine d'heures resté prisonnier du ferry.

Mais le corps d'un routier grec de 58 ans a été retrouvé dimanche dans un camion carbonisé dans les cales du bateau : il s'agit de la première victime décédée recensée.

L'Euroferry Olympia s'est embrasé vendredi à l'aube, en route pour le port italien de Brindisi, deux heures après

son départ du port grec d'Igoumenitsa, avec 290 personnes - dont 51 membres d'équipage - enregistrées à bord.

Jusqu'ici, 279 personnes

figurant sur le manifeste ont été secourues, ainsi que deux migrants clandestins afghans, laissant craindre que d'autres passagers aient pu embarquer sans être recensés.

FRANCE

Le nord de la France affronte la tempête Franklin, 48 heures après Eunice

Le nord de la France faisait face dimanche soir à la tempête Franklin, deux jours après le passage d'Eunice, qui a causé d'importants dégâts et laissé encore quelque 12.000 foyers sans électricité.

A nouveau classés en vigilance orange aux vents violents jusqu'à lundi 11h00, le Nord, le Pas-de-

Calais, la Somme et la Seine-Maritime sont frappés par un «nouvel épisode tempétueux circulant rapidement, d'une intensité moindre que la récente tempête +Eunice+, nécessitant toutefois une vigilance particulière», selon Météo-France.

Cette nouvelle tempête, baptisée Franklin par le service météo-

BRÉSIL

Le bilan des pluies à Petropolis monte à 165 morts

Le bilan des inondations et glissements de terrain qui ont dévasté la ville brésilienne de Petropolis après des pluies torrentielles, s'établit désormais à 165 morts, ont annoncé dimanche les autorités.

De nouvelles tempêtes ont fait au moins deux morts, ont indiqué les services d'urgence de l'état d'Espírito Santo, qui borde l'état de Rio de Janeiro, où se trouve Petropolis.

Une personne est morte écrasée par l'effondrement d'un mur dans la ville d'Alegre et une autre a été emportée par les eaux en essayant de récupérer une voiture dans la ville de Nova Venecia, ont informé les autorités.

Secouristes en tenue orange et habitants à la recherche de leurs proches portés disparus continuent de creuser les amoncellements de boue et de débris dans cette ville de 300.000 habitants du sud-est du pays, que le président brésilien Jair Bolsonaro a décrit comme «un théâtre de guerre».

Le nombre de disparus a baissé à mesure que des corps supplémentaires étaient identifiés et que des familles retrouvaient des proches en vie, selon la police, mais le bilan final, qui ne cesse de grimper, reste incertain.

Mais les autorités ont déclaré qu'il était désormais peu probable que des survivants soient extraits des décombres.

Jusqu'ici 124 corps ont été identifiés, dont ceux de 28 enfants.

Et plus 1.200 personnes ont été obligées d'évacuer leur domicile.

IRAN

Un avion de combat s'écrase et fait trois morts

Un avion de combat de l'armée iranienne s'est écrasé lundi sur un quartier résidentiel de Tabriz, dans le nord-ouest du pays, faisant trois morts dont deux membres d'équipage, a rapporté la télévision d'Etat.

Le chef du Croissant rouge de Tabriz a précisé que l'appareil avait percuté le mur d'une école tuant les deux membres de l'équipage et un habitant du quartier résidentiel.

Un avion d'entraînement F-5 s'est écrasé vers 09h00 (05h30 GMT) à Monajam, un quartier du centre de la ville, a annoncé pour sa part le directeur du centre de gestion de crises dans la province Azerbaïdjan-Oriental, Mohammad-Bagher Honarvar sur le site de la télévision d'Etat.

«Heureusement, l'école était fermée à cause de la pandémie du Covid-19», a-t-il précisé.

L'accident fait objet d'une enquête, a indiqué la télévision d'Etat.

L'agence officielle Irna a publié une courte vidéo montrant des pompiers en train d'éteindre le feu sur le lieu du crash.

L'armée de l'air iranienne est équipée essentiellement d'avions de combat russes Mig et Sukhoï datant de l'époque soviétique, de quelques appareils chinois, et de F4 et F5 américains d'avant la révolution islamique de 1979. Ces dernières années, le pays a fabriqué des avions de combat Azarakhsh, une version du F-5.

TISSEMSILT

Mise en service prochaine de deux unités de production d'oxygène médical

Deux unités de production d'oxygène seront mises en service dans les deux établissements hospitaliers de Tissemsilt et Theniet El Had dans les prochaines semaines, a-t-on appris lundi du directeur de la santé par intérim.

Dr Hadj Hachemi Mahi a souligné, en présentant un rapport dans le cadre des travaux de l'instance de wilaya exécutive, consacrés à la situation du secteur, que ces deux stations, en phase d'installation au niveau des deux EPH, entreront en service dans les prochaines semaines.

La station à l'EPH de Tissemsilt d'une capacité de production de 54 mètres cubes/heure d'oxygène médical a été acquise par le bureau de wilaya de l'Association des ulémas musulmans algériens dans le cadre d'une opération de collecte de dons concrétisés l'an dernier.

Celle de l'EPH de Theniet El Had, un don d'un bienfaiteur, a une capacité productive de 24 m³/h. Par ailleurs, M Mahi a déclaré que les trois établissements publics hospitaliers de la wilaya disposent actuellement de 138 concentrateurs d'oxygène.

Le wali, Abbès Badaoui a annoncé, lors de cette rencontre, que la wilaya bénéficiera prochainement de sept ambulances équipées, sur budget de wilaya, dans le cadre du programme sectoriel et seront réparties aux établissements publics hospitaliers. S'agissant du projet de réalisation de l'hôpital d'une capacité de 240 lits au chef-lieu de wilaya, le même responsable a fait savoir que le projet fait l'objet actuellement de procédures d'expropriation du terrain retenu pour l'abriter.

Le wali a instruit les directions des équipements publics et de la santé de lever toutes les réserves sur le projet de réalisation du centre spécialisé des maladies chroniques de Tissemsilt et sa mise en service bientôt.

TLEMCCEN

Inauguration de deux structures sanitaires

Deux structures sanitaires ont été inaugurées, jeudi, à Tlemcen à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du chahid, a-t-on appris auprès de l'établissement public de santé de proximité (EPSP).

Il s'agit ainsi d'une polyclinique réalisée dans la commune d'Ain Ghoraba (sud-ouest du chef-lieu de Tlemcen) qui "représente un grand acquis pour les habitants de cette région et les régions voisines, doté d'un service des urgences médicales pour épargner aux malades le déplacement à Tlemcen ou à Sebdoou", a indiqué le directeur de l'EPSP de Tlemcen Metalsi Tani Mhamed.

La nouvelle polyclinique dispose d'un plateau technique composé notamment d'un laboratoire de radiologie et d'un service de protection maternelle et infantile, en attendant sa dotation de personnel médical spécialisé, a-t-il fait savoir.

Le nouvel acquis médical assure, de 8h00 du matin jusqu'à 20h00, diverses prestations sanitaires dont des consultations médicales dans une première phase, avant de basculer vers le système H 24, après recrutement du personnel médical suffisant. Pour ce qui est de la seconde structure sanitaire, le directeur de l'EPSP de Tlemcen, a indiqué qu'il s'agit d'une unité de dépistage précoce du cancer du col, disponible au sein de la nouvelle polyclinique. Par ailleurs, un centre intermédiaire de soins en addictologie, premier du genre dans la wilaya de Tlemcen, sera également ouvert ce jeudi à Kiffana (Tlemcen) pour prendre en charge les toxicomanes sur le plan thérapeutique.

Il permettra, selon lui, d'offrir un environnement adéquat aux personnes présentant une addiction et l'organisation de séances thérapeutiques de groupes. Le centre a pour missions la sensibilisation sur les dangers de la consommation de drogue et diverses autres addictions.

Un personnel médical constitué de trois (3) psychiatres et dix (10) psychologues prendra en charge les opérations curatives et d'entretien motivationnel, de réadaptation et psychothérapie.

Les festivités de la Journée nationale du chahid sera marquée vendredi par l'inauguration d'une école primaire au quartier d'Oujjida et le recueillement au carré des martyrs de Hennaya à la mémoire des chahids tombés au champ d'honneur durant la Guerre de libération nationale.

En outre, une exposition de photos de chahids est organisée par le musée d'art et d'histoire de la ville de Tlemcen.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

147 nouveaux cas, 145 guérisons et 8 décès

Cent-quarante-sept (147) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 145 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique lundi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 264.201, celui des décès à 6805, alors que le nombre des patients guéris est passé à 176.818 cas. Par ailleurs, 18 patients sont actuellement en

soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 24 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

TIMIMOUN

Entrée en service de la clinique médicale d'une association caritative

Une clinique médicale caritative, relevant de l'association "El-Chiffa" d'aide aux malades, est entrée en service dimanche dans la wilaya de Timimoun dans le cadre de l'amélioration des prestations médicales dans la région, a-t-on appris de l'association précitée.

Fruit de contributions de bienfaiteurs de différentes régions du pays, cette structure médicale s'assigne comme objectifs l'amélioration de la prise en charge médicale des patients en leur rapprochant les structures de santé spécialisées pour leur épargner les déplacements des déplacements vers d'autres régions éloignées pour les motifs de soins, a indiqué le président de l'association, Amar Moulay.

La clinique avait abrité, la semaine dernière, dans le cadre de la préparation de son ouverture, des consulta-



tions médicales ophtalmologiques gratuites ayant profité à plus de 230 malades, dont 60 nécessitant des interventions chirurgicales d'urgence qui seront prises en charge par l'association, a-t-il ajouté.

Composée de trois étages, cette clinique, appelée à assurer diverses spécialités médicales, comporte des

salles d'opération et de soins et un laboratoire d'analyses, a fait savoir M. Moulay.

Selon le responsable, le projet prévoit également la réalisation des logements pour les praticiens, en plus d'un parc autos qui sera mis à la disposition des praticiens où à louer pour assurer des revenus pour l'association. Créée en 2018, l'associa-

tion caritative et d'aide aux malades "El-Chiffa" s'est employée, pour aider les malades de Timimoun et leur éviter les longs et fréquents déplacements pour leurs soins spécialisés, à construire cette structure médicale garantissant diverses prestations médicales spécialisées à des prix symboliques et gratuites pour les nécessiteux.

Elle envisage d'étendre le projet, à la faveur de l'achat d'une assiette foncière mitoyenne, pour offrir diverses prestations médicales spécialisées et renforcer ses équipements, dont un ascenseur et des ambulances.

De nombreux citoyens et les élus locaux de la wilaya de Timimoun ont salué l'initiative qui vient atténuer les souffrances des malades et étoffer les structures médicales existantes dans la région.

TIPASA

Des interventions chirurgicales délicates au profit de 50 enfants

Une équipe médicale spécialisée de l'établissement hospitalier mère-enfant de la wilaya de Tipasa, a commencé, dimanche, à pratiquer des interventions chirurgicales délicates au profit de 50 enfants atteints de malformations congénitales du système urinaire, a-t-on appris auprès de la direction locales de la Santé et de la population (DSP).

Cette équipe médicale est dirigée par le Pr. Hicham Chouiri, de l'établissement hospitalier mère-enfant de Sidi Mebrouk de la wilaya de Constantine, dans le cadre d'un accord de jumelage entre cette structure de santé et l'établissement mère-enfant de Tipasa, signé en marge de journées de formation chirurgicales qui ont débuté ce dimanche et qui

s'étaleront jusqu'à jeudi prochain, a indiqué, à l'APS, le directeur de la santé Mohamed Bourahla.

Pour ces interventions, qui profiteront à 50 enfants de différentes régions du pays, l'équipe médicale utilise la technique Laparoscopique, qui est précise et complexe nécessitant beaucoup de concentration et d'expérience.

Ces opérations sont une opportunité pour des médecins spécialistes en chirurgie pédiatrique et en réanimation, de bénéficier d'une formation dans le domaine de l'intervention Laparoscopique, a informé le même responsable, qui a précisé que 10 médecins des wilayas de Tipasa et d'Alger, dont 4 réanimateurs, sont concernés par cette formation. Parmi

les objectifs fixés pour ces journées de formation chirurgicale, la mise en place d'un réseau régional pour la région Centre, de médecins spécialisés dans le traitement chirurgical des malformations congénitales de l'appareil urinaire chez l'enfant.

L'initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme national dirigé par le Pr. Hicham Chouiri, portant sur la création d'un réseau national (Est-Centre-Ouest-Sud) de médecins spécialisés dans ce type d'opérations délicates, dans le but de développer et de promouvoir les prestations sanitaires offertes au niveau des hôpitaux, a-t-on ajouté.

A noter que la wilaya de Tipasa compte six établissements hospitaliers spécialisés mère-enfant.

SKIKDA

L'hôpital de Collo doté d'une unité spécialisée dans le traitement des tumeurs cancéreuses

L'établissement public hospitalier (EPH) Abdelkader Nettour relevant de la commune de Collo (Ouest de Skikda) a été doté d'une nouvelle unité spécialisée dans le traitement des tumeurs cancéreuses qui entrera en service la semaine prochaine, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale de la santé (DSP).

Dans une déclaration à l'APS, le directeur local du secteur, Mahieddine Teber, a indiqué que cette nouvelle unité de santé spécialisée comprend six (6) lits qui

pourront être portés à l'avenir à dix (10) en fonction du nombre de patients et des demandes enregistrées dans la région Ouest de Skikda.

L'unité, selon la même source, dispose d'une cellule d'écoute et de suivi psychologique destinée à accompagner les malades atteints de cette pathologie, sous la supervision de médecins spécialisés en oncologie.

Avec l'entrée en exploitation de cette structure sanitaire, le nombre d'unités réservées pour le traitement des tumeurs cancéreuses dans la wilaya de Skikda pas-

sera à trois (3), a ajouté M.

Teber, soulignant que cette nouvelle entité viendra s'ajouter à deux (2) autres implantées dans les EPH Abderrezak Bouhara, sis au chef-lieu de wilaya, et Mohamed Adnane relevant de la localité d'Azzaba.

Cette unité prendra en charge les patients atteints de cancer de la zone Ouest de la wilaya, ce qui leur évitera le déplacement au chef-lieu de wilaya pour bénéficier des soins médicaux nécessaires et des séances de chimiothérapie, a-t-il fait remarquer.

Le même responsable a

fait savoir, dans ce même contexte, qu'environ 700 et 800 nouveaux cas de cancer, tous types confondus et touchant les deux sexes, sont enregistrés annuellement à l'échelle locale.

Afin de mieux prendre en charge les malades de la région Ouest de Skikda, M.

Teber a révélé que le secteur de la santé de Skikda a été récemment renforcé par deux (2) nouvelles ambulances médicalisées, soutenant qu'un véhicule similaire sera acquis en mars prochain.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

Hong Kong lance un pass vaccinal

Hong Kong va lancer un pass vaccinal cette semaine, ont annoncé lundi les autorités au moment où les hôpitaux sont submergés par une vague de cas de coronavirus liés au variant Omicron hautement contagieux.

La ville, une des plus densément peuplées au monde, fait face à la pire vague de Covid-19 depuis le début de la pandémie, enregistrant des milliers de contaminations chaque jour.

A partir de jeudi, tous les habitants âgés de 12 ans et plus devront prouver qu'ils ont reçu au moins une dose ou qu'ils bénéficient d'une exemption médicale pour manger au restaurant.

"Tout le monde doit avoir sur lui son carnet de vaccination ou ses exemptions comme sa carte d'identité", a déclaré lundi Kevin Choi, secrétaire adjoint à l'Alimentation et à la Santé, lors d'une conférence de presse.

Dans certains lieux, comme les marchés, les supermarchés, les hôpitaux et les édifices gouvernementaux, les habitants n'auront pas à présenter de preuve de leur vaccination, mais seront soumis à des contrôles ponctuels et pourront écopier d'une amende. Dans les prochains mois, les Hongkongais devront avoir reçu trois doses de vaccin.

En janvier, la chef de l'exécutif Carrie Lam avait dit espérer que cette mesure inciterait les personnes hésitantes à se faire vacciner.

Ce pass vaccinal est la dernière mesure mise en place pour faire face à la vague de coronavirus balayant le territoire qui enregistre un des plus faibles taux de vaccination des pays développés.



A l'image de la Chine continentale voisine, Hong Kong applique une stratégie zéro Covid et le territoire n'a enregistré aucun cas local durant des mois.

Mais les autorités n'ont pas mis à profit cette période pour se préparer à une épidémie et les experts médicaux estiment qu'elles auraient notamment dû inciter la population à se faire vacciner. Moins de 50% des personnes âgées ont reçu deux doses de vaccin.

Les autorités n'autorisent pas les personnes testées positives à se placer à l'isolement chez elles.

Elles ont décidé de construire, avec l'aide de la Chine, de nouvelles installa-

tions et de réquisitionner des chambres d'hôtels pour placer les malades en quarantaine.

Le nombre de cas devrait s'élever à "des centaines de milliers" dans les semaines à venir, a prévenu Karen Grepin, de l'école de santé publique de l'Université de Hong Kong.

"Toutes les données semblent indiquer que cette vague n'en est qu'à ses débuts", a-t-elle déclaré lundi à la chaîne publique RTHK.

Les autorités s'apprennent à tester dans les prochaines semaines l'ensemble des 7,5 millions d'habitants avec le soutien de la Chine.

VIRUS

Le Portugal va lever la plupart des restrictions sanitaires

Le Portugal va lever dans les prochains jours certaines des mesures contre le Covid-19, en cessant notamment d'exiger un pass sanitaire pour permettre l'accès aux restaurants et aux hôtels, a annoncé jeudi le gouvernement.

"Face à une situation de pandémie en chute très significative, il a été décidé une actualisation des mesures encore en vigueur", a déclaré Mariana Vieira da Silva, porte-parole du gouvernement, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un conseil des ministres.

"Il n'y a pas de date pour l'entrée en vigueur", a-t-elle expliqué précisant que ces nouvelles mesures devaient encore être promulguées par le président de la République.

Lorsque ces nouvelles règles entreront en vigueur, il ne sera plus nécessaire de présenter un pass sanitaire pour accéder aux restaurants, aux établissements touristiques ou aux grands événements.

Afficher un schéma vaccinal complet sera néanmoins toujours exigé aux frontières portugaises.

Un test négatif ne sera plus requis pour se rendre dans les bars et les boîtes de nuit, mais continuera d'être demandé pour entrer dans les maisons de retraite.

Le gouvernement portugais a également établi un objectif pour la levée totale des restrictions liées au Covid-19.

Celle-ci devrait intervenir quand le pays ibérique passera "sous la barre des 20 morts par 100.000 habitants (...) nous en sommes encore loin", a détaillé Mme Vieira da Silva.

"Nous avons passé l'hiver avec une situation contrôlée, ce qui nous permet de regarder de l'avant et nous concentrer sur une nouvelle phase", s'était félicitée la veille la ministre de la Santé Marta Temido à la suite d'une réunion avec les épidémiologistes.

Parmi les champions du monde de la vaccination contre le Covid-19, le Portugal a déjà administré la dose de rappel à plus de la moitié de ses 10 millions d'habitants.

Depuis le début de la pandémie, le pays a enregistré 20.666 morts et plus de trois millions de cas, d'après le dernier bilan des autorités sanitaires.

CHINE

La partie continentale signale 35 nouveaux cas transmis localement

La partie continentale de la Chine a signalé mercredi 35 nouveaux cas transmis localement de COVID-19, a déclaré jeudi la Commission nationale de la santé citée par l'agence Chine nouvelle.

Parmi les nouveaux cas locaux, 16 ont été signalés au Jiangsu, sept au Liaoning, sept au Guangdong, trois en Mongolie intérieure, un au Guangxi et un au Yunnan, selon la commission.

Mercredi, 57 nouveaux cas importés de COVID-19 ont également été enregistrés dans dix régions de niveau provincial, selon la commission.

Trois nouveaux cas suspects en provenance de l'extérieur de la partie continentale ont été rapportés à Shanghai.

Aucun décès dû à la COVID-19 n'a été signalé ce jour-là, a ajouté la commission.

Au total, 32 cas asymptomatiques ont été nouvellement signalés mercredi, dont 21 venant de l'extérieur de la partie continentale, selon la commission.

Mercredi en fin de journée, le nombre total de cas confirmés de COVID-19, locaux et importés, avait atteint 107.288 sur la partie continentale de la Chine.

Quelque 1.420 patients restaient hospitalisés mercredi, dont sept dans un état grave.

Un total de 4.636 patients sont décédés des suites du virus sur la partie continentale de la Chine depuis le début de la pandémie.

TUNISIE

17 décès et 920 contaminations en 24 heures

La Tunisie a enregistré 17 décès supplémentaires et 920 nouvelles contaminations par la COVID-19 en 24 heures sur un total de 4653 tests réalisés, a indiqué le ministère de la Santé.

Selon le dernier bilan publié lundi par le ministère, depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020, 987.256 cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés dont 274.86 sont morts et 925.164 se sont rétablis.

D'après le même bilan, 51 nouvelles hospitalisations ont été enregistrées dans les établissements de santé

publics et privés portant le nombre total des malades hospitalisés atteints du COVID-19 à 1282 dont 234 placés en réanimation et 51 sous respirateurs artificiels.

Le 20 février, 1694 personnes ont été vaccinées contre le coronavirus dont 687 ont reçu la première dose, 176 ont reçu la seconde dose, 805 ont eu la troisième dose. Selon le dernier bilan publié lundi par le ministère de la Santé, depuis le démarrage de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus en mars 2021 jusqu'au

20 février en cours, 12 921 507 doses ont été administrées. 7 126 431 ont reçu la première dose, 4 643 400 ont reçu deux doses, 1 120 869 ont reçu trois doses et 30 807 ont reçu une dose supplémentaire pour voyager dans un pays qui exige un vaccin spécifique.

Ainsi, le nombre de personnes entièrement vaccinées a évolué à 6 301 481 dont 4 643 400 ont reçu deux doses et 1 658 081 ont pris une seule dose étant donné que le vaccin injecté ne nécessite pas de rappel ou pour avoir déjà contracté la COVID-19.

CANADA - MANIFESTATIONS

La police reprend le contrôle d'Ottawa

La police a quasiment repris dimanche le contrôle du centre d'Ottawa, paralysé durant 24 jours par des camionneurs s'opposant à la politique sanitaire du gouvernement canadien.

Les autorités ont indiqué en milieu de matinée avoir procédé à l'arrestation de 190 manifestants et remorqué une cinquantaine de véhicules, qui durant des semaines ont fait résonner

leurs klaxons dans cette ville d'ordinaire réputée pour son calme.

Aspergeant les protestataires de spray au poivre, détruisant les abris de fortune dans lesquels certains s'étaient retranchés, la police avait haussé le ton au début du week-end, estimant qu'il était temps pour les camionneurs de partir.

La plupart d'entre eux ont été délogés. «Une opération

policière est toujours en cours», ont toutefois prévenu les autorités, précisant avoir installé des clôtures autour du Parlement canadien pour «s'assurer que le terrain regagné ne serait pas perdu».

Refusant de s'avouer vaincus, des protestataires ont assuré qu'ils continueraient à faire pression pour une levée totale des restrictions anti-Covid dans le

pays, qui sont parmi les plus strictes au monde.

Certains d'entre elles ont été assouplies ces derniers jours.

Si le calme semble enfin être revenu à Ottawa, ce mouvement de contestation historique, qui a débuté fin janvier, pourrait toutefois avoir des effets durables sur les débats politiques dans le

L'Allemagne lèvera au printemps les restrictions sanitaires

Le chancelier allemand Olaf Scholz est convenu mercredi avec les ministres-présidents des Länder (Etats fédérés d'Allemagne) d'assouplir les restrictions sanitaires au printemps, tout en prévenant que l'épidémie de coronavirus (Covid-19) n'était pas encore terminée dans le pays.

"Après ces deux longues années, nous méritons que les choses s'améliorent de nouveau et il semble que c'est ce qui nous attend", a-t-il dit à la presse à l'issue d'une réunion avec les dirigeants régionaux.

Olaf Scholz a déclaré que l'opti-



misme concernant la situation sanitaire ne signifiait pas que l'épidémie était terminée, alors que de nouveaux variants du coronavirus et une dégradation de la situation pourraient survenir à l'automne puis à l'hiver prochains.

Contrairement à ses voisins autrichiens, français, danois, ou suisses, l'Allemagne a fait le choix d'une levée bien plus progressive des restrictions, une prudence que le ministre allemand de la Santé, Karl Lauterbach, a justifié par une couverture vaccinale moindre qu'ailleurs en Europe.

BRÛLURES

QUE FAIRE ? COMMENT ÉVALUER LA GRAVITÉ ?

Brûlure légère ou sévères, à la main ou au visage, dans tous les cas il est important de connaître les gestes pour calmer la douleur.

La brûlure est un accident domestique fréquent mais elle peut être grave selon sa profondeur et selon la zone touchée. Découvrez comment réagir en cas de brûlure, les signes qui doivent vous alerter et les gestes à éviter absolument.

Qu'est-ce qu'une brûlure ?

Une brûlure est définie comme une lésion produite sur une partie du corps par l'action du feu, de la chaleur ou d'une substance chimique. Elle est le plus souvent liée à un accident domestique. La brûlure est dite cutanée lorsqu'elle touche la peau, mais peut aussi toucher les muqueuses, en particulier les muqueuses digestives comme la bouche, l'œsophage ou l'estomac.

Quels sont les types de brûlures ?

Les brûlures peuvent revêtir différents aspects et sont généralement classées en degrés.

La brûlure de premier degré correspond à une brûlure peu profonde. La peau est rouge, sèche, douloureuse mais sans cloque.

Dans le cas d'une brûlure de deuxième degré, la peau qui brûle est gonflée, rouge, suintante, très douloureuse et couverte de cloques, plus ou moins nombreuses.

Enfin, la brûlure de troisième degré se caractérise par une plaie brune ou noire, en creux par rapport aux tissus voisins qui eux, sont gonflés. Il n'y a alors pas de cloque et comme les nerfs sont détruits, seul le contour de la brûlure est douloureux.

Malgré tout, les degrés ne sont pas forcément des indicateurs de la gravité de la brûlure, explique le docteur Pascal Cassan, médecin urgentiste et médecin conseiller national à la Croix-Rouge française. "Si les brûlures de troisième degré sont toujours graves, celles de premiers et deuxième degrés ne sont pas forcément simples", précise-t-il.

Quelles sont les causes de brûlure ?

Les brûlures peuvent être thermiques, chimiques ou électriques.

La principale cause de brûlure thermique est "l'eau bouillante en cuisine, qui peut avoir des conséquences dramatiques", note le docteur Cassan. Elle provoque des brûlures dont l'emplacement varie en fonction de la taille de la personne brûlée: "si c'est un enfant, la brûlure se situera au niveau de la tête ou du visage, voire du corps entier. Si c'est un adulte, elle touchera plutôt bras, les les jambes ou les parties génitales", détaille le médecin urgentiste.

Dans la cuisine, l'eau bouillante n'est pas le seul danger: "Les plaques de cuissons ou les portes des anciens

fours qui restent chaudes représentent un danger, notamment pour les mains des jeunes enfants", alerte le docteur Cassan.

Autre cause de brûlure thermique: les barbecues, qui occasionnent des brûlures graves de la ceinture et des parties génitales chez les adultes et du visage chez les enfants.

Le soleil est lui aussi à l'origine de brûlures particulières que l'on appelle communément coups de soleil.

Et ce n'est pas tout: les produits chimiques peuvent aussi occasionner des brûlures. C'est le cas de la soude caustique, de l'ammoniaque, de l'acide chlorhydrique, de l'acide sulfurique, de l'eau de javel ou encore des contenus de batteries, qui peuvent être très corrosifs.

Tous ces produits provoquent "des brûlures qui peuvent être extrêmement graves selon la partie du corps touchée et problématiques dans leur traitement", regrette le médecin urgentiste.

Enfin, une brûlure peut être d'origine électrique. Les médecins parlent alors d'électrisation. Cela correspond au passage d'un courant électrique dans le corps. L'électrisation peut être responsable de brûlures de la peau, mais aussi de long du trajet suivi par le courant dans le corps. Cette brûlure peut parfois être du deuxième ou du troisième degré.

Quelles sont les complications des brûlures ?

La principale complication d'une brûlure est l'infection. "Si une brûlure devient rouge, douloureuse et chaude, si elle suinte ou si elle s'accompagne de fièvre, il faut consulter car ce sont des signes d'infection", prévient le docteur Cassan.

Une autre complication possible est la déshydratation. Ainsi "un coup de soleil, même s'il correspond à une brûlure de premier degré, peut occasionner une déshydratation s'il est étendu, en particulier chez les enfants ou les personnes âgées", avertit le médecin urgentiste.

Enfin, il existe aussi un risque de coagulation pathologique si la brûlure cutanée mal. La peau sera alors rétractée, et nécessitera même une greffe cutanée dans les cas les plus sévères.

Comment faire la différence entre une brûlure simple et une brûlure grave ?

Plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour évaluer la gravité d'une brûlure.

Le premier est sa superficie: "la brûlure est grave si sa taille est supérieure à la moitié de la paume de main de la victime" décrit le docteur Pascal Cassan. "Chez un jeune enfant, cette taille critique est donc vite atteinte".



Ensuite, la profondeur doit aussi être prise en compte. "Si la brûlure est noirâtre ou blanchâtre, c'est que les tissus profonds sont atteints: elle est donc grave", poursuit le médecin urgentiste.

Enfin, la gravité dépend de la victime: de son âge – une brûlure de la peau est plus grave chez les jeunes enfants et les personnes âgées – ou s'il s'agit d'une personne qui souffre d'une maladie chronique, en particulier le diabète et les maladies immunitaires.

Comment soulager selon le type de brûlure ?

Quel que soit le type de brûlure, un seul geste est à faire en urgence: arroser abondamment. "Dans le cadre de la brûlure thermique, l'eau diminue l'extension de la brûlure, soulage la douleur et réduit les conséquences. Si la brûlure est chimique, l'eau dilue le produit", détaille le docteur Cassan. Le mieux est d'utiliser de l'eau courante – pompage de douche ou robinet –, pendant une vingtaine de minutes. L'eau doit être froide, idéalement à 15 degrés, mais ne doit pas être glacée.

En parallèle, il faut protéger les lieux de l'accident et "évacuer ce qui a causé la brûlure pour éviter qu'il y ait une deuxième victime", ajoute-t-il.

Dernier conseil de l'urgentiste: à moins qu'il ne s'agisse d'une toute petite brûlure au doigt par exemple, il ne faut pas faire couler l'eau directement sur la brûlure pour la calmer, mais la faire ruissseler en amont.

Un pansement ? Dans le deuxième temps, sur conseil du médecin ou du pharmacien, on pourra soigner la brûlure avec du tulle gras ou des pomades et crèmes spécialisées, type Biafine.

Les mauvais gestes à éviter en cas de brûlure

Plusieurs remèdes naturels sont utilisés pour tenter d'apaiser les brûlures. Mais attention aux idées reçues. Évitez par exemple de mettre de la glace sur la brûlure, car "elle aggrave les lésions de la peau en fermant brutalement les vaisseaux", déplore le docteur Cassan. Au lieu de la soulager, la glace accentue au contraire les conséquences de la brûlure sur la peau.

Qu'en est-il du concombre, du yaourt ou encore du dentifrice à la menthe ? "Leur effet apaisant vient du fait qu'ils sont frais. Mais préférez toujours de l'eau courante car tout ce qu'on met sur la brûlure peut entraîner une infection", prévient le médecin urgentiste.

Enfin, si la brûlure présente des cloques, il ne faut en aucun cas les percer car ce geste ouvre la porte aux germes et donc aux infections.

Les remèdes de grand-mère anti-brûlures à oublier !

Même s'ils restent encore souvent utilisés, ce n'est pas ce que l'on fait de mieux...

• Mettre du beurre ou de l'huile sur la brûlure. Utiliser du gras répond à une certaine logique: la peau est constituée, notamment sur sa surface, de molécules grasses. Lors d'une

brûlure, ces cellules sont détruites et leur régénération serait alors accélérée par l'application de corps gras.

Mais, malheureusement, cela peut comporter un risque d'infection. "La rondelle de pomme de terre crue. Elle est encore employée, dans le but - dit-on - d'atténuer la douleur (l'amidon de la pomme de terre agit comme un anti-inflammatoire). Mais cela risque, là aussi, d'apporter des germes.

• Le dentifrice à la menthe appliqué pour la sensation de frais... En réalité, il augmente terriblement la réaction inflammatoire. En plus, il peut provoquer des convulsions chez les enfants.

Quels sont les signes d'urgence indiquant qu'il faut consulter ?

Plusieurs signes d'urgence doivent vous pousser à consulter.

Le premier est la taille de la brûlure. "Si elle est plus étendue qu'une demie paume de la main de la victime, appelez le 15 et demandez conseil", insiste le docteur Cassan.

Ensuite, une brûlure située à proximité d'un "orifice naturel" doit être considérée comme grave: les brûlures à la bouche, aux lèvres, aux yeux, à l'anus ou aux parties génitales sont potentiellement graves car ces zones sont pour les bactéries des portes d'entrée dans nos organismes et peuvent donc s'infecter très vite.

Enfin, toute brûlure noirâtre ou blanchâtre nécessite un avis médical car "ces deux couleurs sont le signe que la brûlure est profonde", rappelle le médecin urgentiste.

FORUM DIPLOMATIQUE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI L'ONU appelée à accélérer la décolonisation du Sahara occidental

Les participants au Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui ont affirmé, lundi à Alger, l'impératif de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, appelant l'Organisation des Nations Unies (ONU) à accélérer le processus de décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique.

Cette déclaration a été faite lors d'une conférence de presse animée par le chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, Patrick Rankhumise, avec la participation de l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique, Abdelkader Taleb Omar et de la représentante de l'ambassade de la République de Namibie en Algérie, pour présenter les résultats de la réunion du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui, tenue dimanche par visioconférence, où ont pris part 30 ambassadeurs et diplomates auprès de l'Algérie ainsi que le président de la Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui et des dizaines de personnalités solidaires avec la cause sahraouie.

Les participants à la réunion du Forum ont mis l'accent sur "l'importance de la solidarité avec le peuple sahraoui et les défis et obstacles auxquels il fait face, en vue d'exercer son droit à l'autodétermination conformément à la légalité internationale", réaffirmant l'engagement des gouvernements de leurs pays à poursuivre la solidarité avec la cause sahraouie, a déclaré le chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud.

La République d'Afrique du sud a réitéré son soutien au peuple sahraoui "au regard des lourdes souffrances qu'il subit avec le colonialis-



lisme contre lequel il milite pour son droit à l'autodétermination et le recouvrement de sa souveraineté dans tous ses territoires occupés".

Le diplomate sud-africain a rappelé la position exprimée par la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor lors de sa visite, novembre de l'année dernière, aux camps des réfugiés sahraouis à Tindouf, à l'occasion de laquelle elle a affirmé que son pays poursuit son soutien à la cause sahraouie.

Il a également évoqué les entretiens qui ont eu lieu entre le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, et le président de la République sahraouie, Ibrahim Ghali, en marge du sommet Afrique-Europe (Bruxelles 17-18 février), et lors desquels le président sud-africain a réaffirmé le soutien de son pays

au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le diplomate sud-africain a, en outre, appelé la communauté internationale, sous l'égide de l'Union africaine, à "assumer ses responsabilités à l'égard de la légalité internationale et de la décolonisation du Sahara occidental".

Pour sa part, l'ambassadeur sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, a affirmé que la réunion du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui avait permis aux participants d'exprimer leur solidarité avec la lutte du peuple sahraoui et d'appeler les Nations Unies à accélérer la décolonisation dans la dernière colonie en Afrique.

A cette occasion, le diplomate sahraoui a salué la position de l'Union africaine à l'égard le peuple sahraoui et son attachement aux enga-

gements du sommet africain extraordinaire sur le thème "Faire taire les armes en Afrique" (février 2020), se félicitant également de la position du Conseil africain de paix et de sécurité quant à la nécessité de négociations directes entre les deux parties au conflit (Maroc et Front Polisario) et de la mise en œuvre de l'Acte constitutif concernant le respect de l'intangibilité des frontières héritées à l'indépendance, la protection des civils sahraouis contre la répression de l'occupation marocaine et la protection des ressources du peuple sahraoui.

Pour sa part, le président du Comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Saïd Ayachi, a mis en avant le rôle de la société civile dans le soutien à la lutte du peuple sahraoui en faveur de la décolonisation au Sahara occidental, réitérant la position de l'Algérie en faveur de la cause du peuple sahraoui, laquelle position, a-t-il dit, "repose sur la légalité internationale et la fidélité aux principes de la glorieuse Révolution du 1er novembre".

Il a également souligné "le rôle des médias dans la lutte contre la propagande marocaine insidieuse et la sensibilisation à la justice de la cause sahraouie à l'échelle internationale pour permettre à la République sahraouie d'asseoir sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire occupé".

MAROC

Le Premier ministre accusé d'être à l'origine de la hausse des prix des carburants

Le membre du Secrétariat général du parti de la Justice et du développement (PJD) au Maroc, Abdelaziz Aftati a accusé le Premier ministre, Aziz Akhannouch d'être un «prédateur», dénonçant son implication dans la hausse des prix des hydrocarbures à travers son monopole sur le marché à hauteur de 30% dans la filière du diesel et de l'essence.

«Akhannouch est dans une double impasse. La première concerne sa gestion des affaires publiques et gouvernementales», a écrit Abdelaziz Aftati sur sa page Facebook, notant que «les Marocains le tiennent aujourd'hui pour responsable de la situation dans laquelle

ils se trouvent, dans un contexte marqué par une flambée des prix».

«La deuxième impasse», a-t-il poursuivi, concerne l'implication du Premier ministre marocain qu'il a qualifié de «prédateur», dans les augmentations (des prix des hydrocarbures) à travers le monopole qu'il exerce sur le marché du diesel et de l'essence (30%) qui sont les deux principales filières concernées par ces augmentations injustifiées (...).

Abdelaziz Aftati a accusé le Premier ministre de «privilégier ses propres intérêts s'en se détournant de sa responsabilité constitutionnelle».

Il fera remarquer que Aziz Akhannouch «est devenu la cible des protes-

tations populaires», relevant que «les citoyens défavorisés ont besoin de ceux qui se préoccupent d'eux avec intégrité, impartialité, objectivité, équité et courage». D'autre part, Abdelaziz Aftati a critiqué le discours tenu samedi par le Secrétaire général du PJD et ancien chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane devant le Conseil national de son parti, dans lequel il a pris la défense du Premier ministre Aziz Akhannouch.

«Le peuple veut l'équité et l'équité nécessite de gérer ses affaires avec intégrité et efficacité à travers ses représentants et ses institutions, en incarnant sa volonté qui est au-dessus de tout», a-t-il conclu.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

L'armée sahraouie poursuit ses attaques contre les forces de l'occupant marocain

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont poursuivi, dimanche, leurs bombardements des retranchements des forces d'occupation marocaines dans plusieurs zones le long du mur «de la honte», a indiqué le ministère sahraoui de la Défense dans son communiqué N.464. Selon le

communiqué rapporté par l'agence de presse sahraouie (SPS), «des détachements avancés de l'armée sahraouie ont effectué d'intenses bombardements contre les positions des forces d'occupation marocaines dans la zone de Sabjat Tanuchad dans le secteur de Mahbes et dans les zones de Lagseibi Lamlas et

Legseibi Al-Kasir dans le secteur de Hauza, ainsi que dans la zone d'Aadeim Um Ajjud dans le secteur d'Aousserd». Samedi, l'APLS a mené plusieurs attaques ciblant des retranchements des forces de l'occupant dans la zone de Rous Laktitra dans le secteur de Houza et dans les zones d'El Aria, Laâran et Aakd Ar-

kan dans le secteur de Mahbes, ainsi que dans la zone Oum Eddken dans le secteur d'El Bekkari, rappelle la même source. Le communiqué a fait observer que «l'ennemi s'ubit depuis la rupture du cessez-le feu et la reprise de la guerre le 13 novembre 2020, d'importantes pertes le long du mur de la honte».

UE-SOUDAN

L'UE alloue 40 millions d'euros d'aide humanitaire au Soudan

La Commission européenne a alloué 40 millions d'euros d'aide humanitaire au Soudan dans le cadre de son financement des opérations humanitaires en Afrique orientale et australe en 2022, a rapporté lundi l'agence de presse officielle soudanaise SUNA.

L'Union européenne (UE) a confirmé sa détermination à soutenir le peuple soudanais dans le besoin par le biais des instances internationales, a déclaré SUNA.

«Les graves problèmes auxquels sont confrontées les populations vulnérables en Afrique orientale et australe ont été exacerbés par les phénomènes météorologiques violents, l'instabilité politique, les conflits et les effets de la pandémie de COVID-19», a indiqué Janez Lenarcic, commissaire européen à la Gestion des crises, cité par SUNA.

L'UE débloquerait au total 294,2 millions d'euros, qui seraient alloués à divers projets dans plusieurs pays et régions d'Afrique, dont Djibouti, la République démocratique du Congo (RDC) et la région des Grands Lacs, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, l'Afrique australe et la région de l'océan Indien, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda, a précisé SUNA.

BURKINA FASO Deux morts lors du dernier coup de force des militaires

Deux personnes ont été tuées et une douzaine blessées lors du coup de force du 24 janvier qui a renversé le président élu Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso, a annoncé, lundi, la présidence burkinabè qui a ordonné une enquête.

«Suite aux événements des 23 et 24 janvier 2022 qui ont abouti à l'avènement du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR - junte), le chef de l'Etat Paul-Henri Sandaogo Damiba, a instruit les services compétents d'ouvrir une enquête aux fins de faire le point des dégâts collatéraux occasionnés», indique un communiqué de la présidence.

Il précise que «le bilan rapporté (...) fait état de deux décès et une douzaine de blessés civils par l'effet de projectiles perdus».

En présentant ses condoléances «aux familles endeuillées et ses vœux de prompt rétablissement aux blessés», le lieutenant-colonel Damiba a aussitôt instruit que des actions soient entreprises auprès des familles des victimes afin de les soutenir moralement et «de prendre en charge les blessés».

Le 23 janvier, des coups de feu avaient été tirés dans plusieurs casernes du Burkina par des soldats mutins réclamant le «remplacement» des chefs de l'armée, des «moyens adaptés» dans la lutte contre les terroristes qui frappent le pays depuis 2015, ainsi qu'une «meilleure prise en charge des blessés» victimes de cette lutte.

CÔTE D'IVOIRE-USA Les Etats-Unis lancent en Côte d'Ivoire l'exercice militaire Flintlock

Le contre-amiral Jamie Sands, commandant des opérations de l'armée américaine en Afrique, a lancé dimanche en Côte d'Ivoire l'exercice militaire Flintlock, rassemblant plusieurs armées africaines et occidentales, selon des médias.

«Le fait que nous puissions être ici aujourd'hui est un véritable témoignage de notre capacité à surmonter les adversités afin d'atteindre nos objectifs communs», en particulier dans la lutte antiterroriste en Afrique de l'Ouest, a déclaré le contre-amiral Sands en lançant officiellement l'exercice à l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) de Jacquerville près d'Abidjan.

Outre celles des Etats-Unis et de la Côte d'Ivoire, Flintlock - qui s'achèvera le 28 février - rassemble les armées du Ghana, du Cameroun et du Niger, avec le soutien du Canada, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Norvège et de l'Australie.

CRISE UKRAINIENNE

L'UE prête à imposer des sanctions "dévastatrices" à la Russie

L'Union européenne a réaffirmé lundi être "prête" à imposer des sanctions "dévastatrices" si Moscou attaque l'Ukraine et a finalisé l'octroi d'une aide de 1,2 milliard d'euros à Kiev lors d'une réunion de ses ministres des Affaires étrangères à Bruxelles avec leur homologue ukrainien.

Un accord de principe a en outre été donné pour l'envoi d'une mission d'instructeurs militaires européens en Ukraine, a affirmé le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba à l'issue de la rencontre avec ses homologues.

Le projet, dont les modalités doivent encore être arrêtées, est en discussion depuis l'été dernier, souligne-t-on de source européenne.

Les ministres letton et lituanien ont soutenu la demande de Dmytro Kouleba d'imposer immédiatement certaines des sanctions prévues contre Moscou afin de "démontrer que l'Union européenne passe à l'action".

L'UE "doit commencer à imposer des sanctions à la Russie" en raison de "l'escalade de la situation dans le Donbass et la décision de laisser les troupes russes au Bélarus", a déclaré le Letton Edgars Rinkevics.

La Lettonie préconise l'introduction de mesures pour "restreindre le transfert de biens à double usage et de haute technologie vers la Russie", a-t-il expliqué dans un communiqué.

"Nous devrions commen-



cer à parler de certaines possibilités de sanctions dès maintenant", a renchéri son homologue lituanien Gabrielius Landsbergis.

Mais la plupart des Européens refusent de jouer cette carte et même de dévoiler leurs options.

"Nous sommes prêts à imposer les sanctions les plus dévastatrices économiquement, politiquement, que la Russie ait jamais connues", a assuré le ministre danois Jeppe Kofod. "Les Russes sa-

vent que c'est massif. Ils savent que les secteurs économique et financier sont concernés, que les exportations seront touchées et que des individus sont visés.

Mais ils ne savent pas exactement ce qui se prépare et nous avons fait très attention à ne pas le révéler", a souligné la ministre suédoise Anne Linde.

"Le travail est fait. Nous sommes prêts", a affirmé le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell. "Les

sanctions financières signifieraient que la Russie serait pratiquement coupée des marchés financiers internationaux", a expliqué dimanche la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen à la chaîne de télévision allemande ARD.

"Nous sommes prêts à le faire quand le moment viendra, mais nous travaillons pour que le moment ne vienne pas", a déclaré lundi Josep Borrell.

Le Kremlin juge "prématuré" d'organiser un sommet Poutine-Biden

Le Kremlin a jugé lundi "prématuré" de parler d'un sommet des présidents Vladimir Poutine et Joe Biden, annoncé par la France pour désamorcer la crise russo-occidentale autour de l'Ukraine.

"Il y a une entente sur le fait de devoir continuer le dialogue au niveau des ministres (des Affaires étrangères).

Parler de plans concrets d'organisation de sommets est prématuré", a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Pevkov.

"Une rencontre est possible si les chefs d'Etat (russe et américain) le ju-

gent utile", a-t-il ajouté, relevant que MM. Biden et Poutine ont toujours la possibilité "quand c'est nécessaire" de se parler "au téléphone ou d'une autre manière".

Vladimir Poutine doit présider lundi à la mi-journée une réunion de son Conseil de sécurité, puissant organisme qui regroupe les principaux décideurs russes, notamment les dirigeants de l'armée et des services de renseignements.

Une rencontre des chefs des diplomates russe et américaine, Sergueï

Lavrov et Antony Blinken, est prévue jeudi. Le Kremlin a par ailleurs souligné de nouveau que la "situation reste extrêmement tendue" sur le front de l'Est ukrainien, entre les forces ukrainiennes et les séparatistes.

Moscou se défend de tout projet d'invasion de l'Ukraine mais réclame que le pays n'intègre jamais l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), et également le retrait de l'Alliance d'Europe de l'Est, autant de demandes rejetées par les Occidentaux jusqu'ici.

PALESTINE-ENTITÉ SIONISTE

La Palestine appelle à la fin des expulsions sionistes à Al-Qods occupée

La Palestine est en contact avec plusieurs parties internationales pour mettre fin à l'expulsion des familles palestiniennes de leurs maisons dans le quartier de Sheikh Jarrah à Al-Qods occupée, a déclaré dimanche, le conseiller présidentiel pour les affaires d'Al-Qods occupée, Ahmed al-Ruweidi.

L'objectif de ces contacts, a ajouté M. al-Ruweidi, est d'arrêter les mesures prises par les sionistes pour expulser les familles du quartier de Sheikh Jarrah, et de créer une pression internationale sur l'entité sioniste.

S'exprimant devant des journalistes à Ramallah (Cisjordanie occupée), le responsable palestinien a accusé les autorités sionistes de planifier la démolition totale de 22.000 maisons à Al-Qods occupée, dont 250 prévues au cours du premier semestre de cette année.

Les efforts visant à attirer l'attention de la communauté internationale sur cette question "sont importants", a poursuivi M. al-Ruweidi. Sheikh Jarrah, l'un des quartiers d'Al-Qods occupée, où se siègent la plupart des représentations diplomatiques, est le théâtre de tensions de puis la semaine dernière.

Les tensions sont montées face aux menaces des forces sionistes d'expulser plusieurs familles palestiniennes de leurs maisons. Les Palestiniens continuent non seulement de subir l'humiliation et les violences quotidiennes (arrestations, assassinats) mais aussi les expulsions en masse de leurs maisons par les forces d'occupation sioniste à des fins expansionnistes.

Le 23 décembre 2016, le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 2334 appelant à l'arrêt immédiat de la colonisation dans les territoires occupés qui constitue une violation flagrante au regard du droit international.

Hamis nie toute avancée sur un accord d'échange de prisonniers

Le Mouvement palestinien (Hamis) a déclaré, dimanche, qu'il n'y avait pas eu de progrès concernant la conclusion d'un accord d'échange de prisonniers avec l'entité sioniste.

Zaher Jabarin, membre du bureau politique du Hamis, a indiqué dans un communiqué de presse transmis aux médias que «jusqu'à présent, il n'y a pas de progrès parce que l'ennemi sioniste ne prend aucune mesure sérieuse» concernant cette question.

Il a, par ailleurs, déploré, le manque d'intention de résoudre cette question auprès de l'entité sioniste.

En 2011, l'Égypte avait négocié un accord d'échange de prisonniers entre Hamis et l'ennemi sioniste, en vertu duquel plus de 1.000 détenus palestiniens ont été libérés.

ESPAGNE

Manifestation à Madrid en soutien à l'étoile montante de la droite espagnole Isabel Diaz Ayuso

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Madrid dimanche en soutien à l'étoile montante de la droite espagnole Isabel Diaz Ayuso, en délicatesse avec la direction du Parti populaire (PP) qu'elle accuse de vouloir la saquer.

Venus devant le siège du PP avec des drapeaux, entre 3.000 et 3.500 selon un responsable gouvernemental, ont scandé des slogans comme «Ayuso présidente» ou appelant le leader du PP, Pablo Casado à la «démission».

Depuis jeudi, l'Espagne assiste à une guerre ouverte entre ces deux figures de l'opposition au gouvernement de Pedro Sanchez, Mme Ayuso d'un côté et son collègue Pablo Casado de l'autre.

Quasi inconnue il y a quelques années, Mme Diaz Ayuso s'est imposée en un temps record en capitalisant sur la lassitude des électeurs envers les restrictions sanitaires, en facilitant la réouverture des bars et restaurants, cultivant un ancrage résolument populiste, parfois qualifié de «trumpien».

Présidente de la communauté de Madrid depuis 2019, elle a brillamment remporté en 2021 les élections régionales en se présentant comme la championne de la «liberté» contre le «communisme» et gouverne avec le soutien du parti d'extrême-droite Vox.

NUCLÉAIRE

Des députés iraniens demandent des garanties à l'Occident

Des députés iraniens ont appelé dimanche leur gouvernement à obtenir des «garanties» de la part des pays occidentaux participant aux négociations à Vienne sur le programme nucléaire de Téhéran, a indiqué dimanche l'agence de presse officielle Irna.

Cette déclaration intervient au moment où l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) plus l'Allemagne, sont réunis à Vienne pour tenter de sauver l'accord de 2015. Celui-ci offrait un allègement des sanctions à Téhéran en échange de restrictions sur son programme nucléaire.

Les Etats-Unis ont quitté unilatéralement l'accord en 2018 sous la présidence de Donald Trump et ont rétabli des sanctions contre l'Iran.

En riposte, la République islamique s'est largement affranchie de ses restrictions et est accusée de vouloir se doter de l'arme nucléaire, malgré ses démentis. Ces derniers jours, les Etats-Unis, l'Allemagne, la France ou encore l'Iran ont fait état d'avancées dans les négociations, dont l'enjeu est de faire revenir Washington dans l'accord.

«Plus de 250 députés (sur 290) ont signé un communiqué adressé au président iranien Ebrahim Raïssi, l'appelant à ne pas s'engager dans un accord sans obtenir les garanties nécessaires», selon Irna, qui n'a pas précisé l'identité des signataires. Dans ce com-



muniqué, les signataires demandent aux «trois pays européens et aux Etats-Unis» l'assurance qu'ils n'engageront pas de procédure de retrait et qu'ils ne rétabliront pas des sanctions contre l'Iran si Téhéran venait à ne pas respecter ses engagements.

«Nous devons tirer une leçon des expériences passées et mettre une ligne rouge sur l'intérêt national en ne nous engageant dans aucun accord sans obtenir au préalable les garanties nécessaires», est-il écrit.

Mardi, Téhéran avait affirmé vouloir, en gage de garantie, une «déclaration politique» du Congrès américain dans laquelle les Etats-Unis s'engageraient à revenir de façon pérenne dans l'accord.

CASBAH D'ALGER

Les principales recommandations de la rencontre de l'Unesco de 2018

Des experts de l'Unesco, réunis en 2018 lors d'une rencontre internationale sur la conservation et la revitalisation de la Casbah d'Alger, ont préconisé la création d'une agence unique chargée de la gestion du dossier de la Casbah d'Alger en vue d'améliorer ses performances à travers une vision basée sur le développement durable.

La chef d'unité des Etats Arabes au Centre patrimoine mondial de l'Unesco, Nada El Hassan, a présenté, les recommandations issues de ce forum, notamment la création d'une instance unique destinée à la gestion de la vieille cité en plus de réduire la bureaucratie et d'accélérer sa réhabilitation.

Aux yeux des experts de l'Unesco, l'agence préconisée devrait être dotée d'un "pouvoir de décision rapide" et regrouper toutes les disciplines en une "structure unique" afin que les opérations de réhabilitation ne soient plus "fragmentaires", mais inscrites dans un plan d'ensemble cohérent.

La gestion du dossier de la restauration et de réhabilitation de la Casbah d'Alger était sous la tutelle du ministère de la Culture avant son transfert en 2016 à la wilaya d'Alger qui assure depuis la gestion de ce dossier du patrimoine matériel.

Le ministère continuait, cependant, d'assurer l'appui et le suivi techniques techniques.

Fin 2020, un conseil intermi-

nistériel a été consacré à l'examen du dossier relatif à la sauvegarde de la Casbah d'Alger en présence de plusieurs ministres notamment ceux de la Culture, de l'Habitat et du Tourisme ainsi que du wali d'Alger.

L'ancien Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, avait insisté

sur l'importance à accorder au volet institutionnel dédié à la gestion du programme de réhabilitation et de sauvegarde de la Casbah d'Alger dont l'organisation doit être en "capacité à répondre aux exigences de la coordination permanente des différents intervenants" dans ce pro-



gramme. La participation des associations de la société civile dans l'approche des objectifs des programmes d'investissements

et de l'évaluation de leur réalisation a été également souligné lors de cette réunion interministérielle.

Ce que prévoit le plan de sauvegarde

La Casbah d'Alger avait bénéficié d'un plan permanent de sauvegarde et de valorisation (Ppsmv) approuvé par le gouvernement en février 2012, en vue de réaménager le site historique de la ville, classé en 1992, patrimoine universel de l'humanité par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco).

Ce plan considéré comme modèle aux autres secteurs sauvegardés en Algérie, avait bénéficié d'une première enveloppe de 26 milliards de dinars, sur un budget global de 90 milliards de dinars.

Il vise à restituer à la Casbah d'Alger son visage authentique et à proposer des solutions définitives pour la protection de ce centre historique et culturelle et pour le maintien d'une partie de ses habitants dans leurs demeures. Ce même plan prévoit, conformément aux normes, de reconstruire quelque 400 vieilles maisons détruites, en vue de consolider

la totalité du tissu architectural, avant de passer à l'étape de la restauration des maisons, des mosquées ou encore des constructions datant de l'époque coloniale.

"Toute modification non-autorisée par le ministère de la Culture et des Arts et les services sous tutelle est interdite", sous peine de voir "toutes nouvelles constructions illicites soumises à démolition".

L'Etat a proposé dans ce cadre aux "véritables propriétaires des habitations", d'acheter leurs maisons ou de les reloger provisoirement, durant les travaux.

La Casbah d'Alger compte plus de 1800 constructions, dont celles de l'époque "coloniales" et plus de 550 douiret.

Près de 80% de la globalité de ce tissu architectural a été classé en zone rouge, selon un rapport du Contrôle technique de constructions (CTC), repris par le président de l'Assemblée populaire communale de la Casbah,

Amar Zetili en 2021. Le dossier de la restauration et de la réhabilitation de la Casbah d'Alger était sous la tutelle du ministère de la Culture qui a continué d'assurer le soutien et le suivi technique de ce dossier après son transfert en 2016 aux services de la Wilaya d'Alger. Depuis l'approbation du plan permanent de sauvegarde et de valorisation de la Casbah d'Alger, quelques sites historiques ont été restaurés dont "La citadelle d'Alger" ou "Dar Es'Soltane", ouverte partiellement aux visiteurs depuis novembre 2020, la mosquée de Ketchaoua inaugurée en avril 2018 et un ilot de quatre douiret, dont la maison historique de la famille Bouhired.

S'étalant sur une superficie de 105 hectares, occupés par plus de 60.000 habitants, la Casbah d'Alger, continue de se détériorer, du fait de phénomènes naturels et de facteurs humains, malgré les travaux de restauration d'urgence ordonnés depuis 2006.

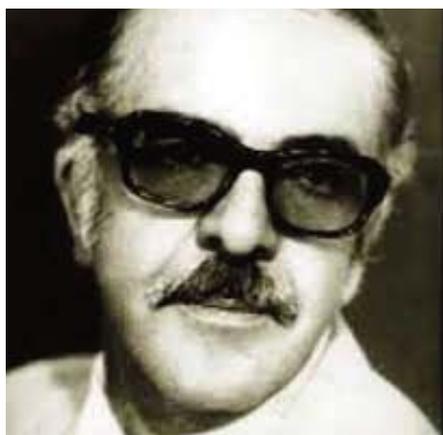
CHANSON

Mahboub Bati, une signature qui traverse le temps, synonyme de succès

Vingt deux ans après sa disparition, Mahboub Bati demeure une signature synonyme de succès qui traverse le temps et que nombre de chanteurs de renom, soucieux alors d'asseoir leurs carrières, avaient sollicité pour revenir très vite en force sur la scène artistique et confirmer leur talent, à travers des textes et des compositions prolifiques et au lyrisme relevé qui ont renouvelé le genre chaâbi.

Artiste au génie créatif et singulier issu d'une famille modeste, Safar Bati Mohamed El Mahboub de son vrai nom, disparu le 21 février 2000 à l'âge de 80 ans, a manifesté très tôt déjà alors qu'il était encore enfant, des penchants prononcés à la musique et à la poésie, après avoir reçu, durant quelques mois, les premiers enseignements de la vie dans une école coranique et travaillé comme apprenti-coiffeur, pour subvenir aux besoins de sa famille.

Quelques temps après, Mahboub Bati, se frottant aux maîtres du Chaâbi, à l'instar d'El Hadj M'Rizke, El Hadj M'Hamed El Anka, Khelifa Belkacem et les frères Fekhardji, Mohamed et Abderrahmane, apprendra à lire une partition musicale et à jouer à la cornemuse, pour intégrer, en 1937, la troupe théâtrale de Mahieddine Bachtarzi, fraîchement constituée. Autodi-



dacte, doté d'une incroyable capacité d'apprentissage, Mahboub Safar Bati apprendra à jouer à la mandole, aux percussions, au violon, banjo, cithare et flûte, pour intégrer, durant les années 1940, l'Orchestre moderne de la station d'Alger comme clarinetiste et multiplier les rencontres, les cérémonies et les concerts, jusqu'aux années 1970, où il eut à affronter l'ire des conservateurs de la chanson chaâbi, représentés alors, par El Hadj M'Hamed El Anka, qui avait mal accueilli ses nouvelles chansons, conçues et écrites, lui reprochant-il, «au lieu et place des textes poétiques du melhou». Imperturbable et convaincu de son

projet de moderniser la chanson chaâbi, Mahboub Bati écrit et compose une centaine de chansons, mettant au devant de la scène une nouvelle génération de chanteurs chaâbi et réussissant à «algérieniser» ce genre populaire. Mahboub Bati quittera la scène artistique en 1986 après avoir remis le Chaâbi au goût du jour avec des chansons qui continuent à ce jour d'être fredonnées comme «El Barreh» d'El Hachemi Guerouabi, «Rah el ghalie» de Boudjemaâ El Ankis, «Mali hadja» d'Amar Ezzahi, «Nesthel el kiyya» d'Amar El Achab et «Djhad rabbi ya jirani» de Abdelkader Chaou.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA
DAIRA D'EL HACHIMIA
COMMUNE D'EL HACHIMIA
NIF : 0984100155093814

Avis d'appel d'offre national ouvert N°: 01/2022

Le président de L'A.P.C D'EL HACHIMIA. Lance Un avis d'appel d'offre national ouvert pour opération suivant :

- Acquisition d'un camion benne tasseuse de volume 10 M3

Les soumissionnaires intéressés peuvent soumissionner et retirer le cahier des charges contre un paiement De : 3 000 DA, auprès de L'A.P.C. D'EL HACHIMIA (S. M.)

Les offres dûment remplies, accompagnées des documents en cours de validité exigés Par réglementation en vigueur, à savoir

1- Le dossier de candidature contient :

- Registre du commerce (copie)
- extrait de rôle en cours de validité apuré ou échéancier (copie)
- (CANAS, CASVOS, CACO BATH) mise à jour. (Copie)
- casier judiciaire (moins de 03 mois)
- le statut de l'entreprise s'il s'agit société
- attestation de dépôt des comptes sociaux
- une carte d'immatriculation fiscale
- une déclaration de candidature
- une déclaration de probité
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager Le fournisseur ;
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant :

A / Capacités professionnelles : Registre du commerce porté le code d'activité + agrément

B / Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires les trois dernier années

C / Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.

2- L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire

- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3- L'offre financière contient :

- la lettre de soumission
- le bordereau des prix unitaires (BPU)
- le détail quantitatif et estimatif (DQE)

Les pièces mentionnées ci - dessus doivent provenir sous triples enveloppes, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n° 01/2022 l'objet de l'appel d'offres ».

À monsieur le Président de l'APC D'EL HACHIMIA

*La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à compter de la 1 ère parution du présent avis au niveau des journaux nationaux.

* La date dépôt des offres le dernier jour de préparation des offres a fixé de 13 :00h

Les soumissionnaires absents d'assister à la réunion d'ouverture des plis qui se tiendra à 13 : 00h heures du dernier jour de dépôts des offres .au siège de l'APC.

Les soumissionnaires demeureront engagés par leurs offres pendant : 105 jours à compter de date clôture des offres.

CHINE - ETATS UNIS

Pékin condamne un rapport des Etats-Unis sur contrefaçon et le piratage

Le ministère chinois du Commerce a condamné vendredi un récent rapport des Etats-Unis qualifiant certaines entreprises et certains marchés chinois de «marchés tristement célèbres» pour la contrefaçon et le piratage.



«La Chine n'accepte pas la conclusion du rapport et s'oppose fermement à l'action irresponsable de la partie américaine», a déclaré un porte-parole du ministère en réponse à un récent rapport publié par les Etats-Unis sur les «marchés tristement célèbres» pour la contrefaçon et le piratage, dans lequel ont été cités certaines entreprises et certains marchés chinois.

«Le rapport utilise des termes ambigus tels que «soi-disant» ou «d'après certaines informations» pour décrire les entreprises chinoises concernées», a déclaré le porte-parole, notant qu'«il ne comprenait ni preuve concluante ni preuve suffisante». Les réalisations

de la Chine en matière de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) «sont évidentes pour tous», a déclaré le porte-parole, ajoutant que «la Chine avait renforcé l'application de la loi pour sanctionner la violation des droits d'auteur et le piratage ces dernières années afin d'améliorer la protection des DPI».

«La partie américaine devrait pleinement et objectivement refléter les efforts et les progrès des entreprises et du gouvernement chinois en matière de protection des DPI et parvenir à une évaluation équitable afin d'éviter tout impact négatif sur les entreprises», a insisté le porte-parole. Ces pratiques il-

légalles représentent également un défi pour les Etats-Unis, mais ces derniers ne mentionnaient jamais leur propres problèmes à cet égard, a-t-il relevé.

Avec le développement rapide de la mondialisation économique, de l'Internet et d'autres nouvelles technologies, la lutte contre la contrefaçon et la violation des DPI nécessite la coopération de tous les pays, a soutenu le porte-parole.

La Chine est prête à renforcer la coopération avec les autres pays en matière de protection des DPI et à créer des conditions de concurrence équitables pour les entreprises mondiales, a-t-il ajouté.

USA

Le réseau social de Donald Trump prévu pour entrer en scène cette semaine



Le nouveau réseau social de Donald Trump, «Truth Social», va être progressivement mis en ligne cette semaine et devrait être «complètement opérationnel» d'ici fin mars, plus d'un an après l'exclusion de l'ancien président américain des grandes plateformes.

«Nous allons commencer à ouvrir l'application aux gens sur Apple cette semaine», a indiqué Devin Nunes, le patron de Trump Media & Technology Group (TMTG), la maison mère du nouveau réseau, interviewé dimanche sur la chaîne conservatrice Fox News.

«Je pense que d'ici fin mars nous serons totalement opérationnels, au moins aux Etats-Unis», a ajouté l'ancien parlementaire, qui a quitté le Congrès en début d'année pour diriger TMTG.

«Truth Social» - truth signifie «vérité» - a été présenté par Donald Trump comme une alternative à Facebook, Twitter et YouTube, dont il a été banni après l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021.

Il est accusé d'avoir incité ses partisans à la violence. Dimanche, l'application était marquée «Attendue pour le 21 février» sur les boutiques de téléchargement d'applications mobiles.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : BORDJ BOU ARREIRIDJ

DAIRA : MEDJANA

COMMUNE : HASNAOUA

MATRICULE FISCAL : 098434195069214

AVIS D'INFRACTUOSITÉ

En application du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le président de l'assemblée populaire communal de la commune de Hasnaoua lance l'avis d'infructuosité de l'opération:

Fourniture des produits alimentaires aux écoles primaires de la commune de Hasnaoua pour l'année 2022

Part n° 01 : viandes blanches et rouges frais + œufs.

Publiée dans l'avis d'appel d'offres ouvert pour la 2^{ème} fois N° 01/2022 au journal El mehoular en arabe et le journal DK NEWS en français le 08/02/2022 a cause d'aucune offre n'est réceptionnée

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE



OFFICE DE PROMOTION ET DE
GESTION IMMOBILIERE TAMANRASSET
Adresse : Cité El Wiam - Tamanrasset
NIF : 099111010226349

TROISIEME MISE EN DEMEURE

- Vu le marché n°75/2014, Du 15/09/2014, visé par la commission des marchés publics de l'OPGI de Tamanrasset sous visa n° 096/2014 Du 06/07/2014, conclu avec l'entreprise **ETB Houra Haroun**, relatif à la réalisation de 130/230/1000/2500 logements public localitifs P, Q 2010/2014 Tranche : 2011, à Djouail Commune de In salah, Wilaya d'In Salah.
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N°01/2014, Notifié à l'entreprise en date du 15/09/2014.
- Vu la première mise en demeure en date de 07/03/2018 parue dans les journaux (Le buteur) et (الإخبارية), restée sans suite.
- Vu la deuxième mise en demeure en date de 31/10/2019 parue dans les journaux (Les débats) et (صوت الحرار), restée sans suite.
- Vu l'arrêt total des travaux.
- Vu l'expiration du délai contractuel depuis 14/07/2016 alors que l'avancement des travaux est de 85%.
- Vu les moyens humaine et matériaux de construction insignifiants mis à la disposition du chantier par l'entreprise.
- Vu les arrêts répétés des travaux sur chantier.
- Vu le non respect des engagements de livraison du projet pris par l'entreprise.
- Vu le Procès verbal de constat du 03/02/2022 signalant l'abandon du chantier par l'entreprise, établi par le bureau d'étude chargé de suivi.

L'entreprise «**ETB Houra Haroun**» dont le siège social élitant domicile à Merouana, Wilaya de BATNA, est mise en demeure de :

- Reprendre les travaux sur le chantier d'une manière effective.
- mettre à la disposition du chantier les moyens humains qualifiés, matériels adéquats et un approvisionnement régulier en matériaux de construction afin d'achever les travaux restants dans les brefs délais.
- Transmettre le planning de réalisation actualisé des travaux qui restent à réaliser par lot dument visé par le bureau d'études chargé de suivi et de contrôle des travaux.
- Un délai de Huit (08) Jours à compter de la première parution de la présente mise en demeure sur le quotidien national et /ou le BOMOP est accordé à l'entreprise pour, s'y conformer, faute de quoi une résiliation du marché suscité sera prononcée aux torts exclusifs de l'entreprise.

COURSE D'ORIENTATION

18 équipes au coup d'envoi de la coupe nationale militaire à Oran

Le coup d'envoi de la Coupe nationale militaire de la course d'orientation (hommes et dames) a été donné, lundi, au complexe sportif régional militaire relevant de la deuxième région militaire (RM) à Oran.

Pas moins de 18 équipes représentant les six régions militaires ainsi que diverses écoles et unités de l'Armée nationale populaire (ANP), prennent part à cette épreuve comptant pour la saison sportive 2021-2022.

Cette manifestation sportive militaire nationale, qui s'étend sur deux jours, se déroule sur le parcours de course de la forêt de Moulay Ismail Mardou dans la wilaya de Mascara (2e RM). Présidant la cérémonie d'ouverture au nom du Général-major, chef de la 2e RM, le Général Bouhama Nassir, chef d'Etat-major de la 2e RM, a mis l'accent, dans son allocution, sur l'importance primordiale des sports militaires pour le haut commandement de



l'ANP. Il a, en outre, souligné que «de telles compétitions sportives sont une occasion de traduire les progrès réalisés par l'ANP dans divers domaines», notant que «la compétition est également une opportunité pour les éléments de l'ANP qui y

participent pour mettre en valeur leurs capacités et prouver leur niveau qui reflète le potentiel énorme des unités y affiliées».

Le Général Bouhama Nassir a également relevé le rôle que jouent les sports militaires pour doter les différentes équipes natio-

nales des meilleurs athlètes qui contribuent à hisser haut les couleurs nationales lors des diverses compétitions sportives internationales et à maintenir en permanence la forme des éléments de l'ANP. La cérémonie de clôture de la coupe nationale militaire de la course d'orientation aura lieu mercredi au niveau du complexe sportif régional de la 2e RM, ont indiqué les organisateurs. La course d'orientation est une discipline qui se pratique dans un milieu forestier, dont les contours sont progressivement découverts par le participant à l'aide d'une boussole et d'une carte et dans un temps fixé à l'avance par le jury de cette compétition, rappelle-t-on.

CYCLISME - TOUR DU RWANDA (2^E ÉTAPE)Victoire du Français Dujardin, Mansouri 31^e

Le Français Sandy Dujardin a remporté la deuxième étape de la 14e édition du Tour cycliste du Rwanda, course lundi entre Kigali et Rwamagana sur une distance de 148,3 km, alors que l'Algérien Islam Mansouri a terminé à la 31e place. Le Français de la formation Total Energies a franchi la ligne d'arrivée au sprint final dans le temps de 3h28'25, devant son compatriote Laurence Axel de l'équipe Hotels-KTM et le Colombien Restrepo Valencia de l'équipe Drone Hopper-Androni, crédités du même temps.

L'Algérien Islam Mansouri a terminé la course à la 31e position au même temps que le vainqueur de l'étape. Au classement général, le

Français Geniez Alexandre de la formation Total Energie, vainqueur dimanche de la première étape (prologue de 4 km), a pris la première place, devant le Colombien Restrepo Valencia de l'équipe Drone Hopper-Androni et son compatriote Dujardin Sandy. Cinq cyclistes algériens prennent part à la 14e édition du Tour cycliste du Rwanda dont le coup d'envoi a été donné ce dimanche, avec la participation de plusieurs pays. Il s'agit de Hamza Mansouri, Islam Mansouri, Nas sim Saïdi, Azzedine Lagab et Ayoub Sahiri.

Cette édition qui se poursuivra jusqu'au 27 février enregistre la participation de 19 équipes représentant

les grandes nations cyclistes du continent africain, outre des équipes réputées mondialement, parmi lesquelles des formations habituées aux épreuves les plus prestigieuses du calendrier international comme les Tours de France, d'Italie ou d'Espagne. Ces dix-neuf sélections et équipes représentent une quinzaine de pays à savoir, la France, Etats Unis, l'Italie, l'Espagne, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Malaisie, la Norvège, la Belgique, l'Algérie, l'Erythrée, le Maroc, la Grande-Bretagne et le Rwanda (pays organisateur). Mardi, la troisième étape du Tour du Rwanda emmènera le peloton de Kigali vers la ville de Rubavu sur une distance de 155,9 km.

BOXE (MÉMORIAL DE STRANDJA/BULGARIE)

Les Algériens fixés sur leurs adversaires

Les quatre boxeurs algériens, Roumaïssa Boualem (50 kg), Imane Khelif (63 kg), Ichrah Chaïb (66 kg), et Abdel-Nacer Ben Laribi (63,5 kg), engagés dans la 73e édition du Memorial de Strandja, prévue du 20 au 27 février courant à Sofia (Bulgarie), sont fixés sur leurs adversaires au premier tour, après le tirage au sort effectué, dimanche, sur place par les organisateurs.

Boualem et Khelif feront leur entrée en lice respectivement contre la Kazakh Zhazira Urakbayeva et l'Italienne Miriam Tommasone, alors que Chaïb sera opposée à la Suisse Anna Jenni.

En cas de qualification au deuxième tour, Boualem sera opposée à la gagnante du combat qui mettra aux prises l'Indienne Anamika et la Bulgare Zlatislava Chukanova, alors que Chaïb

sera appelé à défier la gagnante du duel qui opposera la Kazakh Dariga Shakimova et la Bulgare Melis Yonuzova.

De son côté, Imane Khelif est déjà fixée sur sa potentielle adversaire, en l'occurrence, la Française Fatia Benmessahel, car déjà qualifiée au deuxième tour, pour avoir été dispensée du premier.

Chez les messieurs, Abdel-Nacer Ben Laribi a été

exempté du premier tour, dans la catégorie des 63,5 kilos. Il débute donc directement au deuxième, contre le Moldave Stefan Vozneacovschi, qui lui aussi a été exempté du premier tour.

Plus de 450 boxeurs (messieurs et dames), représentant 36 pays, prennent part à ce prestigieux tournoi international, dont la première édition remonte à mars 1950.

TENNIS

Circuit régional des jeunes les 25 et 26 février à Oran

Le circuit régional des jeunes de tennis aura lieu vendredi et samedi prochains sur les courts de tennis du complexe sportif de Hai 'Es-Salam' d'Oran, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs.

Cette compétition sportive de la "balle jaune" de deux jours, organisée par le club la balle d'Or d'Oran en collaboration avec la ligue de wilaya et la Fédération algérienne

de tennis, verra la participation de 32 joueurs des catégories des moins de 14 ans filles et garçons et 16 joueurs des moins de 10 ans filles et garçons, issus des ligues de Mostaganem, Tlemcen et Oran. La direction du tournoi sera assurée par Saïdani Mehdi et le juge arbitre international Amine Sahi. La première journée prévoit le déroulement des éliminatoires sur quatre courts de terre

battue, alors que les finales auront lieu samedi. "Ce circuit, qui s'inscrit dans le cadre du calendrier de la Fédération algérienne de tennis (FAT), a pour objectif la préparation des joueurs pour être compétitifs", a-t-on souligné.

Il s'agit également pour les jeunes tennismen et tennismen en herbe de glaner des points afin d'améliorer leur classement national.



HAND-CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS L'UAHB accepte le report de l'édition d'Arzew

L'Union arabe de handball (UAHB) a accepté la demande de la fédération algérienne de la discipline (FAHB) de reporter à une date ultérieure le championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes, initialement prévue à Arzew et Oran, a indiqué lundi la FAHB.

La demande de report de cette compétition, qui devait avoir lieu du 1er au 11 mars prochain, a été motivée par le nombre réduit de clubs ayant manifesté leur désir de participer à ce rendez-vous organisé par l'ES Arzew, pensionnaire du champion d'Excellence algérien. Même la tutelle a exprimé son refus d'accueillir ce championnat en présence des équipes relevant uniquement de quatre pays, à savoir, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Palestine.

Le ministre de la jeunesse et des sports, Abderrezak Sebtag, a déclaré, jeudi passé en marge de sa visite de travail à Oran, que la partie algérienne œuvre pour que cette épreuve soit d'une «grande valeur», indiquant qu'il était favorable pour son report jusqu'à ce que les conditions de sa réussite soient réunies.

L'UAHB n'a pas précisé dans sa correspondance à la FAHB la nouvelle date du dit championnat, souligne-t-on de même source. Le championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes était inscrit dans le programme des compétitions expérimentales (Tests-Events) en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens prévue du 25 juin au 5 juillet 2022 à Oran, rappelle-t-on.

ATHLÉTISME - CHAMPIONNATS UNIVERSITAIRES EN SALLE (USA) Benhadja établit un nouveau record national du 400m

L'Algérienne Loubna Benhadja a réalisé un nouveau record national du 400 mètres en salle, avec un chrono de 55 secondes et six centièmes, réalisé dimanche, lors des championnats universitaires 2022 aux Etats-Unis.

Benhadja (21 ans) avait terminé au pied du podium, derrière Alleyn Marshall, qui avait remporté cette course en 53:62, au moment où Maya Singletary et Glory Nyenke ont complété le podium, respectivement en 53:83 et 53:84. L'ancien record d'Algérie du 400 mètres en salle était détenu par Narimène Amara, avec un chrono de 55 secondes et 40 centièmes, réalisé le 28 février 2021, en France.

MILA

Plus de 114 millions DA pour la mise à niveau de plusieurs structures sportives

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mila a bénéficié au titre de l'exercice 2022 d'une enveloppe financière de plus de 114 millions de DA pour la réalisation d'opérations de réhabilitation de plusieurs infrastructures sportives, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du secteur. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la jeunesse et sports (DJS), Abderrahmane Ahmidani, a indiqué que les structures sportives concernées par les actions de réhabilitation sont le stade Chahid Belaid Belkacem, sis au chef-lieu de wilaya, ayant nécessité des travaux d'aménagement depuis des années, soulignant qu'un financement de 80 millions DA a été alloué pour le réaménagement de cette infrastructure sportive jugée "importante".

Selon la même source, ces travaux, consistent en la pose de la pelouse synthétique, le renforcement de l'éclairage, en plus d'autres actions qui toucheront les vestiaires et le reste des espaces relevant de cette infrastructure du secteur de la jeunesse et des sports. Dans le cadre du programme de réhabilitation, inscrit au titre de l'année en cours, huit (8) salles omnisports, réparties sur plusieurs communes de la même wilaya, bénéficieront également de travaux similaires, a ajouté le même responsable. Dans ce contexte, une enveloppe financière estimée à 24 millions DA a été accordée pour la concrétisation d'opérations des travaux d'étanchéité, d'aménagement des espaces d'accueil des sportifs et du public, ainsi que la réfection et le renforcement de l'éclairage à l'intérieur de ces salles qui accueillent des compétitions dans diverses disciplines sportives importantes. Dans la wilaya de Mila, le secteur de la jeunesse et des sports a bénéficié, selon le DJS, d'un autre financement de l'ordre de 100.400 DA pour la mise à niveau des piscines des villes de Mila et de Tadjanet, à travers la prise en charge des insuffisances signalées à l'instar des fuites d'eau et des structures ayant touché les équipements. La réhabilitation des structures sportives, dont les procédures nécessaires sont en cours de finalisation, permettra d'améliorer les conditions de la pratique sportive et l'accueil du public dans de meilleures conditions, a indiqué le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mila.

CHAN-2023

Le président de la FAF installe le Comité d'organisation

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Amara Charaf-Eddine, a procédé dimanche à l'installation du Comité d'organisation du Championnat d'Afrique des nations (CHAN-2023) qu'abritera l'Algérie du 8 au 31 janvier 2023, indique lundi un communiqué de l'instance fédérale.



Le Comité d'organisation sera présidé par Rachid Ouakali, membre du bureau fédéral et président de la Commission des finances, avec comme vice-président le Dr. Yacine Benhamza, également membre du bureau fédéral, vice-président de la FAF et président de la Commission du football professionnel. Le président de la FAF a également installé le comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans

(U-17) qui aura lieu du 8 au 30 avril 2023 en Algérie. Il sera présidé par le Dr. Yacine Benhamza. Les deux Comités sont constitués de plusieurs commissions présidées par des membres du bureau fédéral et de responsables de structures de la FAF, avec comme coordinateurs le secrétaire général et le secrétaire général-adjoint. Lors de son intervention, le président de la FAF a insisté sur "l'importance de cet événement du football

continental qu'abritera l'Algérie, qui certainement en appellera à d'autres, et pour lequel les pouvoirs publics, à leur tête, le Président de la République, accordent un grand intérêt en mobilisant tous les moyens nécessaires pour sa réussite". Par ailleurs, les choses devront s'accélérer dans les jours qui viennent avec la série de réunions qu'animera ce Comité, la mise en place de sous-commissions et démembrements au niveau

des villes hôtes, la visite des inspecteurs de la CAF, prévue en mars prochain, le travail de coordination avec le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) et les autres départements ministériels concernés par ce rendez-vous du football africain, sans oublier, les walis des quatre villes qui accueilleront le CHAN", conclut le communiqué de la FAF.

Voici les commissions du CHAN-2023 et CAN U17 :

- Commission d'accueil et du protocole
- Commission des compétitions
- Commission de sécurité
- Commission médias et communication
- Commissions des relations extérieures et visas
- Commission marketing et événementiel
- Commission médicale
- Commission stades / terrains d'entraînement.
- Commission d'arbitrage
- Commission technique
- Commission intégrité
- Commission finances
- Commission logistiques (HTB).

LIGUE 1 (MERCATO D'HIVER)

Le PAC s'oppose au départ de Benbouali au MCA, Zerrouki comme alternative

Le Paradou AC (Ligue 1 algérienne de football) a refusé de libérer son meilleur buteur Nadir Benbouali, convoité par le MC Alger, lors de l'actuel mercato d'hiver, dont la clôture est fixée au jeudi 24 février, a appris l'APS lundi auprès d'une source autorisée.

A la recherche d'un buteur racé, sur demande de l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia, le "Doyen" a jeté son dévolu sur les services de Nadir Benbouali (21 ans), qui occupe conjointement le fauteuil de meilleur buteur du championnat, en compagnie de Belaïd Hamidi (JS Saoura) et Hicham Mokhtar (US Biskra), avec 9 buts chacun.

Seulement, la direction du PAC a signifié un niet catégorique à son homologue mouloudéenne, refusant de libérer

son attaquant, considéré comme l'une des révélations de la phase aller.

Le "Doyen" s'est tourné ensuite vers l'autre attaquant du PAC Merouane Zerrouki, auteur de trois buts, et qui avait pris part à la dernière Coupe arabe de la Fifa 2021, remportée par l'équipe nationale A' au Qatar.

Selon la même source, le PAC a exigé "une somme astronomique" pour céder Zerrouki (21 ans) à titre de prêt.

Les pourparlers sont toujours en cours dans l'objectif de trouver un accord avant la fin du mercato d'hiver.

Par ailleurs, la direction du MCA a décidé de se séparer des services du milieu de terrain Isla Daoudi Diomande, en partance vers l'Olympique Médéa.

Le jeune attaquant Chakib Benyahia

et le milieu de terrain Youcef El-Houari, convoités respectivement par le NA Hussein-Dey et le HB Chelghoum-Laid, devraient également quitter le MCA cet hiver à titre de prêt.

L'attaquant Abdelhak Abdelhafid, qui ne fait plus l'unanimité, devrait également quitter le Mouloudia, "en cas d'une offre intéressante", conclut la même source.

Le MC Alger a bouclé la phase aller du championnat à la quatrième place au classement, en compagnie de l'ES Sétif et de l'USM Alger, avec 30 points chacun. Les coéquipiers de Samy Frioui entameront la seconde partie de la saison en déplacement face au CR Belouizdad, à l'occasion de la 18e journée prévue vendredi.

LIGUE 1 (MERCATO D'HIVER)

Souyad de retour à la JS Kabylie

Le défenseur central Badredine Souyad s'est engagé pour deux saisons à la JS Kabylie, et signe son retour chez les "Canaris" après une expérience de six mois avec le MC Oujda (Div.1/Maroc), a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football lundi dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Souyad (26 ans) avait rejoint la JSK pour la première fois en 2018, en provenance du RC Arbaâ.

Il avait quitté le club kabyle durant l'été 2021, avec lequel il avait atteint la finale de la Coupe de la Confédération africaine, perdue face aux Marocains du Raja Casablanca au stade de Co-

tonou au Bénin (2-1). Souyad clôture ainsi l'opération de recrutement hivernal de la JSK, après l'arrivée du milieu de terrain Salim Boukhanouchouche (ex-Abha/Arabie saoudite), et de l'attaquant burkinabé Mohamed Lamine Ouattara (ex-Sonabel/ Burkina Faso).

Éliminée sans gloire dès le 2e tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération africaine face aux Royal Léopards d'Eswatini (aller : 0-1, retour : 2-1), la JSK a clôturé la phase aller du championnat à la 8e place au classement avec 28 points, à sept longueurs du leader et détenteur du titre honorifique de champion d'hiver le CR Belouizdad.



COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (GR.B/ 2E J)

La JSS domine les Royal Léopards d'Eswatini (2-0)

La JS Saoura s'est imposée face aux Royal Léopards d'Eswatini 2 à 0 (mi-temps : 1-0), en match disputé dimanche soir au stade olympique du 5 juillet d'Alger, comptant pour la 2e journée (Gr.B) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Les gars de Béchar ont démarré la rencontre sur les chapeaux de roues en ouvrant la marque dès la 9e minute de jeu par l'entremise du buteur maison Belaïd Hamidi, sur penalty.

Les visiteurs ont jeté toutes leurs forces en attaque dans l'objectif de revenir au score, mais la défense de la Saoura a bien veillé au grain.

Alors que les Royal Léopards voulaient couraier derrière l'égalisation, les joueurs du président Mohamed Zerrouati ont réussi à faire le break dans le temps additionnel (90+2) grâce au rentrant Mohamed El-Amine Hammia, toujours sur penalty.

La JSS parvient ainsi à se racheter en décrochant sa première victoire, une semaine après la défaite concédée à Johannesburg face aux Sud-africains d'Orlando Pirates (2-0).

Dans l'autre match de cette poule B, les Libyens d'Al-Ittihad se sont imposés un peu plus tôt dans la journée face à Orlando Pirates (3-2), au stade de Benghazi.

A l'issue de ces résultats, Orlando Pirates, Al-Ittihad et la JS Saoura occupent conjointement la première place avec 3 points chacun, alors que les Royal Léopards ferment la marche avec 0 point, en attendant de disputer leur match de mise à jour de 1re journée, fixé au dimanche 6 mars à domicile face à Al-Ittihad.

Lors de la 3e journée, prévue le dimanche 27 février, la JS Saoura se rendra à Benghazi pour défier Al-Ittihad alors qu'Orlando Pirates se rendra à Eswatini pour affronter les Royal Léopards.

Les deux premiers du groupe se qualifient aux quarts de finale.

Les résultats partiels

Résultats partiels des rencontres de la 2e journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération de la CAF, disputées dimanche :

Groupe A :

Zanaco (Zambie) - Pyramids FC (Egypte) 0-2
Al-Ahly (Libye) - CS Sfaxien (Tunisie) 2-1

Groupe B :

Al-Ittihad (Libye) - Orlando Pirates (Afrique du Sud) 3-2
JS Saoura (Algérie) - Royal Léopards (Eswatini) 2-0

Groupe C :

Al-Masry (Egypte) - TP Mazembe (RD Congo) 2-0

Groupe D :

ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) - RS Berkane (Maroc) 3-1
USGN (Niger) - Simba SC (Tanzanie) 1-1

Mercredi 23 février :

Groupe C

AS Otoho (Congo) - Coton Sport (Cameroun) 14h00

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

CAN-2022 DAMES (2E ET DERNIER TOUR QUALIFICATIF/RETOUR)

Le programme

Programme des matchs du 2e et dernier tour (retour) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 (dames), prévus du 21 au 23 février :

Aller	
Djibouti- Burundi	1-6
Namibie -Zambie	0-0
Burkina Faso- Guinée Bissau	6-0
Mali -Sénégal	0-1
Gabon- Togo	1-2
Botswana- Zimbabwe	3-1
Algérie- Afrique du Sud	0-2
Guinée équatoriale- Tunisie	0-5
Gambie- Cameroun	0-8
Côte d'Ivoire- Nigeria	0-2
Ouganda - Kenya (l'Ouganda qualifié par forfait)	

NB : La CAN 2022 aura lieu du 2 au 23 juillet au Maroc. Pour la première fois, 12 équipes y participeront contre 8 auparavant.

LIGUE 1 Le MC Oran demande une dérogation de la FAF pour Guedioura

La direction du MC Oran a demandé une "dérogation spéciale" de la part de la Fédération algérienne de football (FAF) au profit du milieu de terrain international, Adlène Guedioura, pour le qualifier dans ses rangs, quelques jours avant la clôture du mercato d'hiver, a-t-on appris dimanche de la direction du club de Ligue 1. Le MCO, étant interdit de recrutement, n'a pratiquement aucune chance pour lever cette sanction cet hiver en raison de ses dettes très élevées, estimées à un peu plus de 200 millions de dinars.

Face à cette situation, le président du club, Youcef Djebbari, qui a pratiquement tout conclu avec Guedioura lors de son récent séjour en France, espère bénéficier d'une dérogation spéciale pour le joueur de 35 ans, afin de lui permettre de renouer avec la compétition "pour éventuellement servir la sélection nationale", a précisé la même source. Guedioura a rallié samedi Oran. Il est sans club depuis la résiliation de son contrat avec la formation anglaise de Sheffield Wednesday (Championship), il y a quelques semaines. Il avait rejoint cette équipe durant le mercato estival en provenance d'Al-Gh arafa FC (Qatar) dans un transfert libre.

ITALIE L'Inter et le haut du tableau à la peine

Week-end à oublier pour les ténors de Serie A: après les matches nuls de la Juventus et l'AC Milan, l'Inter et l'Atalanta ont été battues dimanche lors de la 26e journée, qui pourrait profiter à Naples en déplacement à Cagliari lundi. En cas de succès en Sardaigne face au 18e du classement, les Napolitains, actuellement troisièmes à trois points du Milan, pourraient devenir leaders.

Le Napoli serait la seule équipe parmi les six premiers à s'imposer lors de

cette journée où les gros ont été à la peine. Après le faux pas de l'AC Milan samedi chez la Salernitana (2-2), la tête tendait les bras à l'Inter. Mais l'équipe de Simone Inzaghi est passée à côté de son match à domicile face à Sassuolo (2-0), formation du milieu de tableau.

Les Nerazzurri sont distancés de deux points par leurs rivaux rossoneri, avec toutefois un match en retard à disputer contre Bologne. Accrochée le week-end dernier à Naples (1-1), battue mercredi

à domicile par Liverpool (2-0) en huitième aller de la Ligue des champions, l'Inter finit donc la semaine sans victoire. A San Siro, les joueurs de Simone Inzaghi ont été cueillis à froid par une équipe de Sassuolo très entrainée.

Auteurs d'une très belle première période, les visiteurs ont été récompensés par une frappe victorieuse à ras de terre de Giacomo Raspadori (8e), puis un but de la tête de Gianluca Scamacca (26e).

APS

CHAMPIONNAT MAROCAIN (RAJA CASABLANCA) L'Algérien Madoui dans la short-list pour la succession de Wilmots

L'entraîneur algérien Kheireddine Madoui a été retenu dans la short-list, pour succéder au Belge Marc Wilmots, limogé dimanche de la barre technique du Raja Casablanca (Div.1 marocaine de football), rapportent lundi des médias locaux.

Outre Madoui (44 ans), qui vient de démissionner d'Al-Qadsia (Div.1 koweïtienne), d'autres techniciens sont présentés pour diriger l'actuel deuxième au classement du championnat marocain à l'image du Serbe Zoran Manojlovic (ex-CRB) ou encore l'Égyptien Houssam El-Badri.

Wilmots (52 ans) a été limogé de son poste, trois mois seulement après son arrivée à la barre technique, en remplacement du Tunisien Lasaad Chabbi, qui avait mené le Raja à remporter la Coupe arabe des clubs et la Coupe de la Confédération africaine, remportée le 10 juillet 2021, aux dépens de la JS Kabylie (2-1) à Cotonou au Bénin.

Depuis son arrivée en novembre dernier, Marc Wilmots a dirigé l'équipe pour 10 matches seulement, toutes compétitions confondues, avec un bilan de quatre victoires, quatre nuls et deux défaites.

Il reste sur une victoire en déplacement face à l'ES Sétif, l'un des repré-

LIGUE DES CHAMPIONS (1/8E DE FINALE) Chelsea en favori face à Lille, la Juventus en difficulté à Villarreal

Les 8es de finale de Ligue des champions d'Europe de football se poursuivent, mardi et mercredi, avec au programme de belles affiches entre autres: Atlético Madrid-Manchester United et Villarreal-Juventus, alors que le tenant du titre Chelsea accueille Lille mardi.

Mardi (21h00 algériennes), la formation de Chelsea aborde en favori son match face à l'équipe française de Lille, tout comme la Juventus, qui ira sur le terrain de Villarreal avec l'objectif de retrouver les quarts après deux échecs consécutifs en huitièmes.

Les Lillois, 11es du Championnat de France, n'ont que peu de chances de réaliser l'exploit à Londres sur le terrain d'une équipe qui vient de remporter la Coupe du monde des clubs.

Mais le club champion de France sait cette saison déjouer les pronostics, comme il l'a fait en terminant en tête de son groupe en C1, d'autant plus qu'il va recevoir au match retour, le 16 mars.

A l'image des Anglais, la Juventus est un favori qui n'est pas dans sa meilleure forme.

Les Italiens, quatrièmes de Serie A, restent sur un nul dans le derby face au Torino (1-1), vendre di. L'entraîneur Massimiliano Allegri a préféré saluer



sentants algériens en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, vendredi face à l'ES Sétif (1-0), comptant pour la 2e journée (Gr.B). Après 17 jour-

nées disputées, le Raja occupe la deuxième place du championnat marocain, à huit points de son rival, le Wydad Casablanca.

la solidité d'une équipe qui reste sur 12 matches consécutifs sans défaite en championnat. Sans Paulo Dybala, blessé, mais avec la recrue Dusan Vlahovic (acquis pour plus de 70 M EUR en janvier) en attaque, les "Bianconeri" gardent l'espoir d'enfin voir les quarts, après

deux éliminations en huitièmes en 2020 (Lyon) et 2021 (Porto), qui ont fait tache.

Pour la journée de mercredi, l'Atlético de Madrid se déplacera à Old Trafford pour y défier Manchester United, alors que les Portugais de Porto accueilleront les Néerlandais de l'Ajax Amsterdam.

ANGLETERRE Manchester United vainqueur désordonné à Leeds

Quatre buts marqués - une première à l'extérieur depuis octobre 2020 - mais une disposition tactique poussive et de la fébrilité défensive: Manchester United et son manager Ralf Rangnick n'ont pas été rassurés par la victoire dimanche à Leeds (4-2) à trois jours du déplacement sur le terrain de l'Atlético Madrid en huitième de finale aller de la Ligue des Champions. Ces trois points obtenus par les Red Devils étaient nécessaires pour asseoir leur quatrième place.

Avec 46 points, ils écartent provisoirement la menace de leurs poursuivants les plus dangereux pour ce dernier billet pour la prochaine C1, Arsenal et Tottenham, tous deux vainqueurs samedi face à Brentford (2-1) et surtout à Manchester City (3-2). Cinq occasions franches ont suffi à Manchester United pour marquer quatre buts à la formation de Marcelo Bielsa qui reste quinzisième (23 points), avec cinq points d'avance sur le premier non-relégué.

Si l'animation offensive mancunienne reste perfectible à l'image de Cristiano Ronaldo, qui s'est montré peu inspiré en pointe, la lumière est venue des défenseurs centraux Harry Maguire et Victor Lindelöf, tous deux à l'origine des deux premiers buts.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم: 03 / م ش / 2022

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة

يعلن السيد رئيس المجلس الشعبي لبلدية بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة حول إنشاء نشاط من نوع إبطام سريع بالمحل الكائن بشارع منزل تيبولت رقم 06 سابقا حاليا الطريق الوطني رقم 36 فيلا 32 بلدية بن عكنون ، و المستغل من طرف السيد(ة)/ عمراني محمد.

و عليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور و الراغبين في إبداء رأيهم، مدعوين للتقرب من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين وضع سجل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الإعلان في الصحافة الوطنية و لمدة خمسة عشر (15) يوما.

L'ATLÉTICO MADRID VISE UN JEUNE TALENT ARGENTIN

Les Colchoneros ont des vus sur un espoir argentin. Selon les dernières informations publiées par le média Todofichajes, la formation de l'Atlético Madrid aurait repéré un jeune talent évoluant en Argentine. Il s'agit de Facundo Farias. Jeune milieu offensif de 19 ans, ce dernier évolue actuellement sous les couleurs du Club Atlético Colon où il dispose d'un contrat jusqu'en 2025. Estimé à 15 millions d'euros, le natif de Santa Fe reste une saison convaincante avec 5 buts et 7 passes décisives en 34 rencontres toutes compétitions confondues. Supervisé cette saison, le jeune talent argentin aurait séduit l'émissaire madrilène.



Odegaard futur capitaine d'Arsenal ?

Martin Odegaard, le milieu de terrain d'Arsenal, est pressenti par Mikel Arteta pour devenir le prochain capitaine des Gunners. Actuellement, le brassard est porté par Alexandre Lacazette. Martin Odegaard sera-t-il le prochain capitaine d'Arsenal ? C'est une possibilité alors que suite au départ de Pierre-Emerick Aubameyang, le brassard a été remis provisoirement à Alexandre Lacazette. Mais ce week-end, Mikel Arteta a évoqué le sujet en référence de presse : « Peut-il est le capitaine de notre équipe un jour ? C'est possible. La façon dont il vit son métier, la façon dont il aime jouer au football et tout ce qu'il fait est de devenir meilleur. » Il a encore une grosse marge. Il le veut probablement plus que quiconque sur ce terrain, chaque jour. Il sera top, top » a déclaré le manager des Gunners rapporte Sky Sports. Martin Odegaard avait passé la seconde partie de la saison dernière en prêt avant d'être transféré définitivement l'été dernier. Et depuis, c'est une progression constante du milieu de terrain norvégien que constate Mikel Arteta : « Nous avons eu une période avec lui où nous avons pu évaluer ce que Martin pouvait apporter au club. Nous n'avions aucun doute. Le club a été brillant pour le sécuriser de manière vraiment convaincante. Martin était vraiment content de nous rejoindre car il a passé un très bon moment, il s'est senti valorisé, il a aimé ce que nous faisons, il a eu une très bonne connexion avec les joueurs et les supporters » a-t-il ajouté.

BERNARDO SILVA VEUT QUITTER MAN CITY

A 27 ans, Bernardo Silva souhaiterait se lancer dans un nouveau défi. Après 5 années passées au Real Madrid, le Portugais rêverait d'une seule chose, quitter Manchester City pour rejoindre le Real Madrid.

Rayonnant depuis son départ de l'AS Monaco, Bernardo Silva fait le bonheur de Manchester City. Auteur d'une nouvelle saison éblouissante, le Portugais a inscrit 10 buts et délivré 3 passes décisives en 34 rencontres disputées. De superbes performances qui ravissent Pep Guardiola. Le technicien espagnol en est fou et espère le conserver jusqu'au bout. Un désir qui pourrait bien ne jamais se réaliser...

Selon les dernières informations relayées par Calcio Mercato, Bernardo Silva souhaiterait quitter Manchester City dans un avenir proche. Le Portugais voudrait écrire une nouvelle page de sa carrière. A 27 ans, et après 5 années passées chez les Citizens, l'ancien monégasque rêverait d'une seule chose, rejoindre le Real Madrid. L'ancien monégasque aimerait rendre ses lettres de noblesse à un club historique tel que l'est le Real, l'écureur de ses rêves. L'arrivée de Kylian Mbappé serait un énorme atout pour les Merengues. Seul hic, Bernardo Silva est sous contrat avec Manchester City jusqu'en 2025.



CRISTIANO RONALDO SE FAIT INCENDIER

Alors qu'il a beaucoup de mal à peser cette saison, Cristiano Ronaldo n'échappe pas aux critiques du côté de Manchester United. Paul Ince, ancien international, lui en a récemment mis plein la tronche en raison de son faible rendement actuel. « On pensait qu'il allait être utile pour les plus jeunes, mais il donne le mauvais exemple. Comme lorsqu'il s'enfuit au vestiaire sans applaudir les fans après les matchs, scène constatée à de nombreuses reprises. Pourquoi écouter quelqu'un qui agit comme ça ? (...) C'est un joueur égoïste. Ronaldo ne se soucie que de Ronaldo, et s'il ne marque pas, il n'est pas content », a déclaré l'ancien milieu de terrain de Manchester United, Paul Ince.

DYBALA RÉPOND SUR LES RUMEURS DE DÉPART

Paulo Dybala est plus qu'annoncé sur le départ. Les dernières rumeurs relayées par la presse italienne assurent que le jeune homme partira libre en juin prochain. Des on-dit auxquels il a répondu. « Je n'ai rien à prouver à personne. Le club a décidé qu'on devait reparler en février ou mars. Les rumeurs ? Je ne sais pas, il y a beaucoup d'infos en ce moment et il s'est passé beaucoup de choses : je préfère ne pas parler » a déclaré Dybala en conférence de presse.



VARANE DÉZINGUÉ EN ANGLETERRE !

Arrivé l'été dernier en provenance du Real Madrid, Raphaël Varane n'a pas séduit tout son monde en Angleterre. L'été dernier, pour renforcer un secteur défensif défaillant, Manchester United décidait de miser sur Raphaël Varane. Censé incarner le leader défensif des Red Devils, fort de ses titres de champions d'Europe avec le Real Madrid et de celui de champion du monde avec l'équipe de France, l'expérience tourne pour l'instant au vinaigre tandis que les Mancuniens pataugent au classement. Ce qui ne manque pas de faire réagir en Angleterre. En effet, Tim Sherwood, ne s'est montré particulièrement tendre avec l'ancien Lenois : "La meilleure association pour la défense centrale est de faire jouer Harry Maguire avec Victor Lindelof. Quant à Raphaël Varane, il a été nul. Il est terrible depuis son arrivée au club. Lorsque Maguire veut défendre dans une zone, Varane veut défendre dans l'autre. Ils ne sont pas coordonnés.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION «3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00» FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE - QATAR

Le Président Tebboune poursuit sa visite d'Etat au Qatar

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune poursuit, lundi, sa visite d'Etat qu'il a entamée samedi au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani.

Le Président Tebboune doit visiter lundi «Qatar fondation» qui compte 50 filiales dans les domaines de l'enseignement, la recherche et le développement social, «Education city» et la bibliothèque nationale qatarie. Dans le cadre de sa visite, M. Tebboune visitera également le haras des pur-sang arabes. Le Président Tebboune recevra, au siège de sa résidence à Doha, plusieurs responsables d'organismes commerciaux, économiques et d'investissement qataris, ainsi que le président du Conseil d'administration de la Ligue des hommes d'affaires qataris.

Le Président Tebboune avait entamé samedi une visite d'Etat au Qatar. Le président de la République et la délégation qui l'accompagne ont été accueillis, dimanche



au cabinet princier, par l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Des entretiens bilatéraux élargis aux ministres et responsables des deux pays ont eu lieu avant que le président de la République et l'Emir du Qatar s'entretiennent en tête à tête.

L'Algérie et le Qatar ont signé plusieurs accords de coopération dans les domaines de la diplomatie, de la justice, du développement social, de la famille et de l'enseignement supérieur. A l'issue de ces

entretiens, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a offert un déjeuner en l'honneur du Président Tebboune et de la délégation qui l'accompagne.

Le Président Tebboune a reçu, dimanche au siège de sa résidence à Doha, le Premier ministre, ministre de l'Intérieur qatari, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, qui lui a rendu une visite de courtoisie. Le chef de l'Etat a rencontré, dimanche soir à Doha, en présence de la délégation qui l'accompagne, des re-

présentants de la communauté nationale établie au Qatar et a écouté leurs préoccupations. Il a également répondu à leurs questions concernant notamment la situation socio-économique du pays et les relations algéro-qatarites et les moyens de les promouvoir. Le Président Tebboune est accompagné dans sa visite d'Etat au Qatar d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de la Justice, Garde des sceaux, de l'Energie et des mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

Le Président Tebboune reçoit à Doha le président du Conseil de la Choura qatari

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi au siège de sa résidence à Doha, le président du Conseil de la Choura qatari, Hassan bin Abdullah al-Ghanem, qui lui a rendu une visite de courtoisie. Cette visite entre dans le cadre de la visite d'Etat que le président de la République a entamée samedi au Qatar, à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Durant sa visite d'Etat, le Président Tebboune s'était entretenu dimanche avec l'Emir du Qatar et

avait reçu plusieurs responsables qataris. Il avait également présidé une rencontre avec des membres de la communauté nationale établis dans ce pays frère. Lundi, le président de la République a visité, avec la délégation ministérielle l'accompagnant dans sa visite d'Etat, la Qatar Foundation pour l'éducation, les sciences et le développement communautaire, où il a été accueilli par la vice-présidente du conseil d'administration et présidente exécutive de l'établissement, Cheikha

Hind bint Hamad Al-Thani. Le Président Tebboune est accompagné dans sa visite d'Etat au Qatar d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, de la Justice, Garde des sceaux, de l'Energie et des mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

Signature d'un mémorandum d'entente pour l'extension du complexe sidérurgique de Bellara

Un mémorandum d'entente pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'extension du complexe de la société algéro-qatarie de sidérurgie dans la région de Bellara (Jijel) a été signé lundi à Doha (Qatar). Cette convention a été signée en marge de la visite d'Etat qu'effectue le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune depuis samedi au Qatar, à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. La convention a été signée au siège du ministère qatari du Commerce et de l'Industrie par l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, Mustapha Boutoura du côté algérien et du président du Conseil d'administration de «Qatar Steel International», Khaled Benhamad El Abidli du côté qatari, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et du ministre qatari du Commerce et de l'Industrie, Cheikh Mohamed Benhamad Benkacem Al-Thani. Grâce à ce projet d'extension, la capacité de production de l'usine passera de 2 millions de tonnes à 4 millions de tonnes annuellement. Cette convention s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les deux pays dans le domaine économique.

Le Président Tebboune en visite à "Qatar Foundation"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a visité, lundi, Qatar Foundation pour l'éducation, les sciences et le développement communautaire, dans le cadre de sa visite entamée samedi au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Le Président Tebboune s'est rendu à l'édifice central de Qatar Foundation, qui compte 50 filiales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et du développement social, où il a été accueilli par la vice-présidente du conseil d'administration et présidente exécutive de l'établissement, Chikha Hind bint Hamad Al-Thani.

Le Chef de l'Etat a visité les différents services de la fondation qatarie où il a reçu des explications sur les objectifs, les activités, l'organisation et les filiales de cette dernière. M. Tebboune s'est rendu, par la suite, à la Bibliothèque nationale du Qatar, où il a visité les différents pavillons et écouté un exposé sur les ouvrages et manuscrits dont elle dispose. A la fin de sa tournée, le président de la République a visité le haras des pur-sang arabes "Al Shaqab" où il a pris connaissance des principaux races élevées dans ce centre. Le Président Tebboune avait entamé samedi une visite d'Etat au Qatar. Le président de la République et la délégation qui l'accompagne ont été accueillis, dimanche au cabinet princier, par l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Des entretiens bilatéraux élargis aux ministres et responsables des deux pays ont eu lieu avant que le président de la République et l'Emir du Qatar s'entretiennent en tête à tête.

L'Algérie et le Qatar ont signé plusieurs accords de coopération dans les domaines de la diplomatie, de la justice, du développement social, de la famille et de l'enseignement supérieur. A l'issue de ces entretiens, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a offert un déjeuner en l'honneur du Président Tebboune et de la délégation qui l'accompagne. Le Président Tebboune a reçu, dimanche au siège de sa résidence à Doha, le Premier ministre, ministre de l'Intérieur qatari, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, qui lui a rendu une visite de courtoisie. Le chef de l'Etat a rencontré, dimanche soir à Doha, en présence de la délégation qui l'accompagne, des représentants de la communauté nationale établie au Qatar et a écouté leurs préoccupations. Il a également répondu à leurs questions concernant notamment la situation socio-économique du pays et les relations algéro-qatarites et les moyens de les promouvoir. Le Président Tebboune est accompagné dans sa visite d'Etat au Qatar d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, de la Justice, Garde des sceaux, de l'Energie et des mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

FORUM DIPLOMATIQUE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI Le MAE se félicite de l'initiative

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a salué le lancement du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui, initiative portée par un nombre d'ambassadeurs accrédités en Algérie, réitérant à l'occasion la position constante de l'Algérie en soutien à la cause sahraouie en tant que question de décolonisation. «Plusieurs ambassadeurs accrédités en Algérie, représentant différentes régions du monde ont procédé, avec l'accompagnement du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, au lancement de l'initiative du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui», a déclaré à l'APS, l'envoyé spécial chargé de la cause du Sahara occidental et des pays du Maghreb, Amar Belani. «Tout en se félicitant de cette initiative, louable et méritoire, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté à l'étranger assure de sa disposition constante à accompagner les activités futures du Forum en vue de faire connaître la cause sahraouie et la solidarité avec les peuples sahraouis opprimés», ajoute le diplomate. A cette occasion et en sa qualité d'envoyé spécial chargé de la cause du Sahara occidental, M. Belani a réitéré la position «constante» de l'Etat algérien «en soutien à la cause sahraouie juste, une question de décolonisation conformément aux fondements de la légalité internationale et aux principes du droit international». Il a également mis l'accent sur «le soutien constant de l'Algérie, peuple et Gouvernement, au peuple sahraoui frère dans sa lutte légitime en vue d'obtenir son droit imprescriptible à l'autodétermination». M. Belani a saisi l'occasion pour féliciter «le peuple sahraoui frère et sa direction, pour les grandes victoires remportées récemment par la cause sahraouie au double plan politique et judiciaire».

Pour le diplomate, «la participation active» de la République sahraouie représentée par son président Ibrahim Ghali, au 6^e Sommet de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE), tenu à Bruxelles, se veut «un échec retentissant du Royaume marocain et a battu en brèche entièrement toutes ses prétendues thèses de liquidation de la cause sahraouie». Cette participation «intervient dans le sillage d'un autre revers des illusions du Maroc pour la suspension de la qualité de membre de la République arabe sahraouie démocratique (RAS D) au sein de l'UA, après les dernières décisions du 35^e Sommet africain qui ont été en faveur de la cause sahraouie, à l'instar de la réactivation du mécanisme de la Troïka africaine sur la cause du Sahara occidental et lui permettre de s'acquitter d'un rôle actif dans la résolution du conflit sahraoui», a-t-il ajouté. M. Belani a salué, dans ses déclarations, «les avancées réalisées, ces derniers temps, par la cause sahraouie en Amérique centrale et en Amérique latine et qui ont été couronnées par la reconnaissance à nouveau par la Bolivie, le Pérou et le Honduras de la République sahraouie, des avancées qui seront assurément et prochainement suivies d'autres étapes semblables d'autres Etats dans la région». M. Belani a également rappelé les dernières décisions de la Cour de justice européenne portant annulation des deux accords conclus entre l'UE et le Royaume marocain dans le domaine de l'agriculture et de la pêche, tout en réaffirmant que le territoire du Sahara occidental est considéré comme «un territoire indépendant et distinct du territoire marocain et sa reconnaissance de la personne morale et de la qualité juridique du Front Polisario, étant le seul représentant légitime du peuple sahraoui».

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ Début des travaux à Doha de la réunion ministérielle extraordinaire avec la participation de M. Arkab

Les travaux de la réunion ministérielle extraordinaire du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont débuté, lundi à Doha (Qatar), avec la participation du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. M. Arkab est accompagné par le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, ainsi que de hauts cadres du ministère. Cette réunion vise à examiner les progrès réalisés depuis la 23^e réunion ministérielle du Forum ainsi que la préparation du 6^eme sommet des chefs d'Etat et de gouvernement prévu mardi à

Doha. L'évènement d'aujourd'hui réunit les ministres et les hauts responsables des pays membres du GECF, à savoir l'Algérie, la Bolivie, l'Egypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela. D'autres pays y prennent part également en qualité d'observateurs, à savoir Angola, Azerbaïdjan, Irak, Malaisie, Norvège, Pérou et Emirats arabes unis. Le 6^eme Sommet du GECF aura lieu demain, à Doha, avec la participation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE M. Beldjoud reçoit l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Alger

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a reçu, lundi, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite en Algérie, Abdullah bin Nasser Abdullah Albusaïry, a indiqué un communiqué du ministère.

Les deux parties ont examiné «les moyens de renforcement de la coopération bilatérale dans les questions d'intérêt commun et l'échange d'expériences dans les domaines relatifs au secteur de l'Intérieur», a précisé la source.